

Revirement de situation sur la Syrie

Echec de Riyad et de Doha

L'Arabie saoudite et le Qatar, fervents sponsors d'une attaque militaire contre le régime syrien de Bachar Al-Assad n'ont pas réussi à imposer leurs visions aux Occidentaux. Ils n'ont fait qu'entraîner dans leur sillage la Ligue arabe, accentuant davantage les divergences au sein de l'organisation. ➔ Lire page 5

The logo for 'algerienews' is displayed in a blue rectangular box with white text. The background of the entire page is a black and white photograph of a group of men, some in military uniforms and some in suits, walking through a doorway. One man in the foreground is wearing a beret and glasses, while another to the right is carrying a rifle.

Emilio Pacull, cinéaste chilien

«Que serait le monde si Allende avait réussi son projet ?»

Le 11 septembre 1973, un coup d'Etat militaire soutenu par les Etats-Unis met fin au «rêve» du président Salvador Allende et du gouvernement de l'Unité populaire. Emilio Pacull, cinéaste chilien, revient sur cet événement qui aura marqué son pays. Par son beau-père, conseiller et proche ami d'Allende, il était au cœur de ce qui fut nommée la voie chilienne vers le socialisme. ➔ Lire pages 2 et 3

Après l'échec des «Frères»
en Egypte et en Tunisie

Les islamistes algériens déboussolés

Jamais depuis la presque «victoire» du FIS - dissous aux élections législatives de 1991, les islamistes algériens n'ont eu autant d'appétit pour gouverner, mais aussi autant de confiance pour accéder au pouvoir, espérant représenter une alternative portée par la «vague verte» déclenchée par le «Printemps» arabe. Cette dernière a fini en queue de poisson. ➔ Page 5

Renouvellement
des structures
du FLN

Un vote sous influence

Le renouvellement des instances du parti majoritaire a débuté hier aux environs de dix heures du matin. Une opération très longue puisqu'en quatre heures, seuls quatre vingt-dix députés ont voté. Les résultats étaient attendus aux environs de 23h00. ➔ Page 4

Implacable histoire

Révolution de palais et Royaume républicain

Nombreux sont ces Algériens qui considèrent encore que ce qui se passe actuellement au Qatar n'est autre qu'une révolution de palais. ➔ Pages 11 et 12

Rachid Bouchareb

«Porter un regard sur l'islamophobie»

«Enemy way», c'est le titre du dernier film du cinéaste algérien Rachid Bouchareb, dont la sortie est prévue en avant-première mondiale, en début d'année 2014 à Alger, a-t-il annoncé lors d'un point de presse hier à la Villa Abdelatif. ➔ Page 23

Emilio Pacull, cinéaste chilien

«Que serait le monde si Allende avait réussi son projet ?»

Emilio Pacull est né à Santiago du Chili en 1950. Auteur et réalisateur pour le cinéma et la télévision. Il a été l'assistant de Costa-Gavras, Miguel Littin, Roberto Rossellini, François Truffaut. Pacull a réalisé une vingtaine de films documentaires dont, notamment, Mémoires de la Terre de feu (Grand Premier Prix du festival « Cinéma et Histoire » de l'Unesco), Les Orphelins du Condor (sélectionné au Fifa 2003), Héros fragiles (2007), La route australe (2010), Hollywood et le Pentagone (Arte). Il a également signé un long métrage pour le cinéma, «Terre sacrée», présenté au Festival de Cannes en 1988. Il vient de terminer le tournage de «Chroniques du bout du monde», réalisé dans l'Antarctique. Nous l'avons rencontré presque jour pour jour à une rencontre-initiée par l'Association «culture et solidarité-Chili», l'occasion du quarantième anniversaire du coup d'Etat contre le président, Salvador Allende. Par son beau-père, conseiller et proche ami d'Allende, il était au cœur de ce qui fut nommée la voie chilienne vers le socialisme. Il évoque dans un film bouleversant, «Héros fragiles», la fin tragique de cette expérience historique et de ses auteurs ainsi que ses conséquences politiques et économiques ultérieures sur une échelle plus vaste du monde actuel.

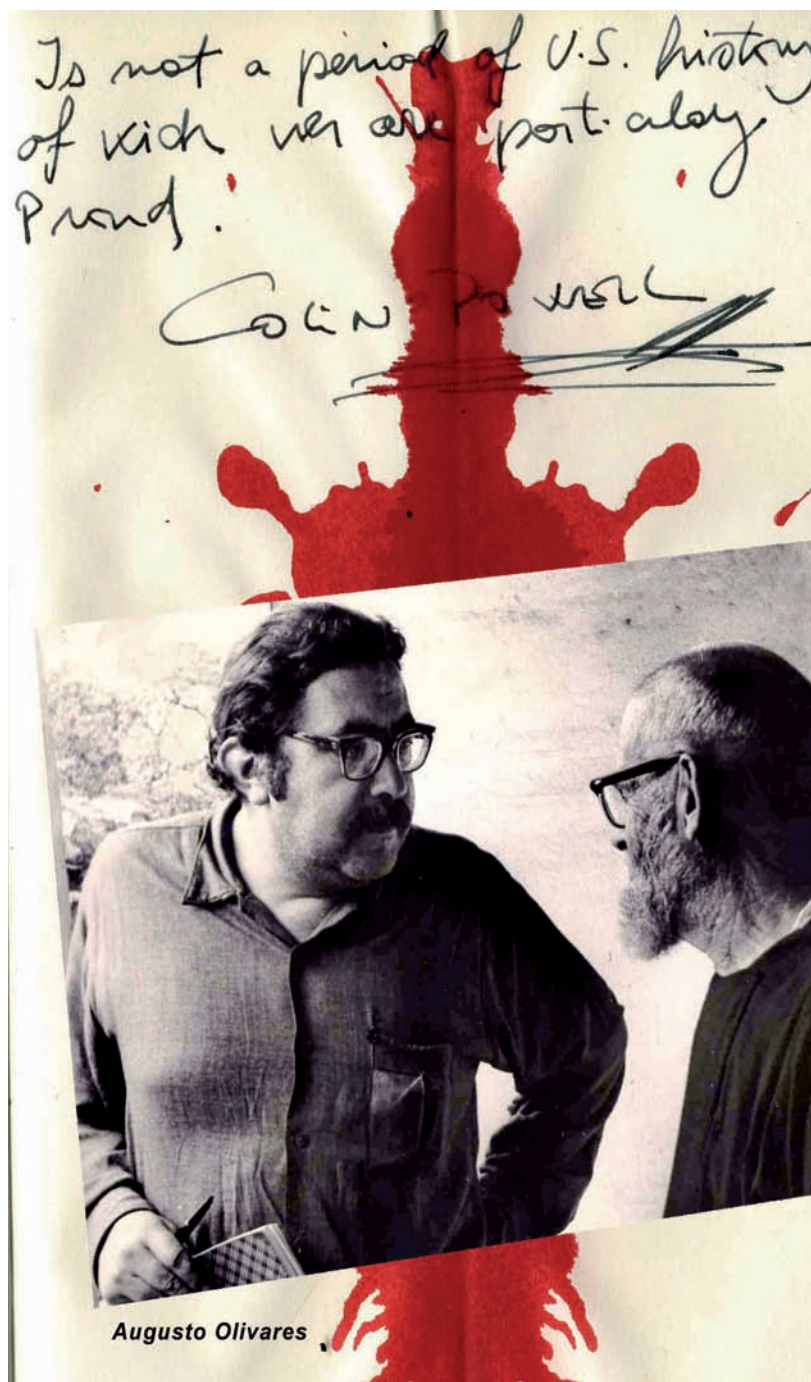
Entretien exclusif réalisé
par Abdelmadjid Kaouah

Algérie News : A l'occasion de la Journée hommage : 40 ans après le coup d'Etat militaire contre le président Salvador Allende et le gouvernement de l'Unité populaire, trois de vos films ont été projetés et débattus à Toulouse. Ces trois films, comme le reste de votre production cinématographique, traitent du Chili. Vous-mêmes, êtes d'origine chilienne. Pour beaucoup de Chiliens, le coup d'Etat de Pinochet, signifie répressions et assassinats, fin d'une utopie révolutionnaire, arrachement au pays natal, exils douloureux... Comment vous-même avez-vous vécu ce drame à vingt ans ?

Emilio Pacull : Je venais d'arriver en France pour poursuivre mes études de cinéma et j'ai appris la nouvelle à travers le journal télévisé. J'ai appris alors la mort du président et celle de mon beau-père qui était l'un de ses plus proches collaborateurs. Tout s'est effondré autour de moi. On apprenait tous les jours les morts, la torture, les massacres et tout cela nous paraissait invraisemblable. Nous étions loin de mesurer la haine de nos ennemis. Les services secrets américains en collaboration avec les séditionnaires locaux avaient monté une stratégie de la terreur d'une monstruosité inimaginable. Nous voulions une société plus juste, un monde meilleur : eux ils voulaient nous détruire.

Vous avez été à la fois un témoin et un protagoniste de cette histoire. Est-ce pour cette raison que vous n'hésitez pas à vous mettre en scène dans vos documentaires. Mais vos choix dans vos films s'accompagnent de la rigueur de l'enquête, de la recherche des documents et des témoignages des acteurs du drame chilien. Investir sa propre subjectivité dans la construction du documentaire reste peu courant, n'est-ce pas ?

Je ne sais si c'est aussi peu courant... Dans le film « Héros fragiles » il s'agissait d'une démarche cinématographique relativement complexe, à savoir tenter de naviguer dans l'histoire à partir de ma propre subjectivité. Autrement dit, essayer de joindre l'Histoire avec un grand H à partir de l'infiniment petit, d'un souvenir intime, d'un doute, d'une émotion lointaine. La difficulté c'est qu'on parle au public et que ce public n'a, en principe, rien à faire de ton histoire, et c'est légitime. Donc tu dois imbriquer le plus profondé-



ment possible ta subjectivité avec les faits objectifs, et avancer, main dans la main. Mais comme vous le signalez, l'enquête objective doit être irréprochable.

Et surtout que vous ne cachez pas vos convictions. Vous utilisez parfois même des extraits de films de fiction (Etat de siège et Porté disparu de Costa-Gavras) comme des images quasi-documentaires. N'avez-vous pas innové ? Pensez-vous avoir été suivi par le public ?

Pourquoi cacherais-je mes convictions ? Allende et ceux qui le suivaient étaient porteurs d'un projet magnifique : créer une société nouvelle dans un pays où les injustices étaient et sont immenses. L'aspiration au socialisme à travers la voie électorale, et sans lutte armée était une idée

« Le néolibéralisme n'est pas seulement une doctrine économique, c'est aussi une idéologie qui segmente, isole et divise et dont le seul but et de convaincre l'humanité tout entière que la consommation est le but ultime de la liberté individuelle. »

nouvelle et une idée qui était observée avec intérêt par le monde entier, non seulement par d'autres pays d'Amérique latine, mais aussi par l'Italie, l'Espagne, la France... C'est certainement la raison pour laquelle la CIA et les USA se sont acharnés avec autant de détermination et de violence à détruire le rêve d'Allende et des millions des Chiliens. D'ailleurs, il suffit de regarder les documents déclassifiés de la CIA pour se rendre à l'évidence. Que serait devenu le monde si Allende avait réussi son projet ?

J'aime bien votre observation sur l'utilisation de la fiction comme une archive documentaire. En effet ce n'est pas très courant de le faire, et



j'aime beaucoup comme cela fonctionne dans le film.

Vous avez eu un long et riche parcours aux côtés de cinéastes prestigieux tels que Costa-Gavras, Miguel Littin, Roberto Rossellini, François Truffaut dont vous avez été l'assistant. Vous jouez dans « État de siège » de Costa Gavras. Pouvez-vous nous dire ce que vous avez retenu de la « méthode » de ces différents réalisateurs qui pour l'essentiel ont signé des films dits de fiction ?

La seule chose que je peux vous dire c'est que de mon expérience avec ces grands réalisateurs, j'ai retenu avant tout la qualité humaine, la sensibilité, l'élégance, qualités qu'aujourd'hui sont en voie d'extinction dans nos sociétés dominées par la marchandisation et la lutte effrénée des egos.

A une rare exception, vous avez réalisé un long-métrage qui fut bien reçu au Festival de Cannes en 1998. Pourquoi n'avoir pas continué dans cette voie ?

Je trouvais que monter un long-métrage de fiction était trop long..., et je suis un amoureux des voyages, des rencontres avec l'autre. Le documentaire m'a apporté joies, expériences et plaisirs incroyables, et je trouve que c'est un moyen d'expression aux possibilités narratives et créatives infinies. Mais je ne perds pas espoir de réaliser maintenant une fiction après toutes ces années imprégnées du réel.

Dans « Héros fragiles », l'une de vos plus récentes productions, vous donnez en quelque sorte la clé de votre implication personnelle dans vos documentaires en évoquant le martyr de votre beau-père, proche conseiller du président Salvador Allende, si proche qu'il lui ressemblait même physiquement. Votre mère aussi est un personnage qui sort de l'ordinaire. Ce film est d'une grande force d'évocation à la fois esthétique et subjective mais sans pathos. Avez-vous construit votre film à la façon d'un poème ou sur la base d'un synopsis rigoureux ?

Merci pour l'observation. Quand j'ai eu envie de faire ce film, il existait déjà pas mal de films sur des sujets similaires. J'ai voulu faire un film différent, un prototype en quelque sorte. Je dis ceci avec une totale modestie. J'ai lutté en permanence lors du tournage et du montage pour gommer tout ce que je ressentais comme superflu, prétentieux. Oui, je crois que c'est comme la mise en images d'un long poème épique, c'était l'ambition inconsciente. Je crois que j'ai réussi à le faire, et pour moi c'est le plus bel hommage que je pouvais rendre à ces héros fragiles qui se sont battus les mains nues défendant la démocratie tandis que les chars et les avions bombardaient le palais présidentiel et que le drapeau chilien brûlait sur le frontispice de La Moneda.



« Les enfants de Friedman ont expérimenté avec le Chili comme avec un rat de laboratoire. Ils se sont partagé toutes les richesses du pays et ont imposé leurs vues sur société où régnait la peur. »

Dans « Héros fragiles », vous avez réussi la prouesse non seulement de mettre en exergue les documents et les mécanismes qui attestent de l'implication nord-américaine dans le complot contre Allende mais aussi recueilli des témoignages de certains conspirateurs chiliens, comme le président de l'organisation du patronat, par exemple. Comment avez-vous pu obtenir ces témoignages accablants? Pourquoi témoignaient-ils à visage découvert. Étaient-ils bien conscients de la portée de leurs propos ?

Ces gens-là ont toujours la conviction qu'ils ont agi pour le « bien du Chili ». Les morts, la torture, la souffrance des autres sont pour eux le prix à payer pour avoir une « société libre »... Évidemment qu'ils ne pensent qu'en fonction de leurs intérêts économiques et de leur pouvoir dans la société.

Justement, venons-nous à l'impunité dont jouissaient les auteurs du coup d'État (à leur tête Pinochet qui est mort dans son lit comme Franco), contrairement à ce qui s'est passé en Argentine ? Est-ce le prix d'un Chili apaisé ?

Je ne pense pas que le Chili soit aujourd'hui un pays apaisé. Je pense que les cicatrices laissées par la dictature sont encore douloureuses. Le Chili est le pays où la répartition des richesses est la plus inégalitaire au monde !

Les étudiants du Chili mènent depuis quatre ans un combat formidable contre l'éducation privée et luttent pour une éducation gratuite pour tous les Chiliens, comme c'était le cas avant la dictature. Les Indiens mapuches aussi luttent pour leurs droits. Le pays est loin d'être apaisé et je pense qu'une grande majorité des Chiliens exigent que justice soit faite.

Dans votre dernier film « La route australe », vous semblez prendre une nouvelle direction dans votre travail. En évoquant la beauté et la profondeur d'une région du Chili, la Patagonie, vous vous attaquez aux périls industriels qui pèsent sur elle : marchandisation, privatisation et pollutions à venir si les projets industriels venaient à se réaliser. Est-ce à dire que c'est l'ultra-libéralisme qui a façonné un Chili aux antipodes du rêve d'Allende et de l'Unité populaire. Les chars et l'aviation contre la Moneda suivie de la charge économique des « Chicago-boys » au Chili n'a-t-elle pas sonné il y a quarante ans pour le reste du monde le dogme tout-puissant de l'ultralibéralisme ?

Dans mon film «héros fragiles», j'ai réussi à obtenir la dernière interview de Milton Friedman avant sa mort. Friedman depuis sa chaire à l'université de Chicago fut le concepteur de ce qu'on appelle aujourd'hui le néolibéralisme de marché déréglé, autrement dit l'Ecole monétaire de

« Nous voulions une société plus juste, un monde meilleur : eux ils voulaient nous détruire. »

Chicago. Leurs disciples, on les appelle désormais « les Chicago Boys ». Les élèves chiliens de Friedman ont appliqué le modèle économique au Chili dès les jours qui ont suivi le coup d'Etat. Dans un pays soumis à la dictature, les enfants de Friedman ont expérimenté avec le Chili comme on le fait avec une souris de laboratoire. Ils se sont partagés toutes les richesses du pays et ont imposé leurs vues sur la société où régnait la peur. Le Chili est devenu le premier pays où on a expérimenté ce modèle qui allège parcourt le monde d'aujourd'hui pour notre plus grand malheur. Le néolibéralisme n'est pas seulement une doctrine économique, c'est aussi une idéologie qui segmente, isole et divise et dont le seul but est de convaincre l'humanité tout entière que la consommation est le but ultime de la liberté individuelle.

Il semble que même de retour aux affaires, la gauche chilienne n'est pas arrivée à s'en dégager et renouer avec l'idéal d'un socialisme démocratique ?

La concertation, c'est-à-dire la coalition qui a permis de gouverner le Chili après Pinochet, n'a jamais eu la volonté politique de changer le modèle instauré par la dictature. Il faudrait d'abord changer la Constitution héritée de la dictature, mais les partis démocratiques n'ont toujours pas réussi à faire un front majoritaire et changer l'ordre établi depuis les années 1973.

Une dernière question : vous vivez et produisez vos films en France. Quel regard portez-vous sur le cinéma chilien actuel ?

Je trouve que le cinéma chilien, notamment le courant de fiction est très intéressant. Il faudra voir l'évolution les prochaines années, mais il y a des réalisateurs jeunes et très créatifs. A. K.

Le rapt de deux fillettes déjoué à Dellys Le plan anti-kidnapping a fonctionné

Une tentative de kidnapping de deux fillettes, âgées de 7 et 11 ans, a été déjouée, dernièrement, par les services de sécurité dans la ville de Dellys, wilaya de Boumerdès, a-t-on appris hier auprès de la Sûreté de wilaya. Une veuve sans enfants de 61 ans, originaire de Bordj Ménaïel, était derrière cette tentative d'enlèvement de ces deux fillettes, qu'elle voulait exploiter dans la «pratique de la mendicité sur les routes», a expliqué le responsable de la cellule de communication à la Sûreté de wilaya. Cette opération a été déjouée grâce à la vigilance de citoyens de la ville de Dellys, qui se sont rendu compte du stratagème de la mise en cause qui a été arrêtée en flagrant délit de tentatives de fuite avec ses deux victimes vers une destination inconnue, a précisé la même source. La mise en cause a été présentée devant le parquet de Dellys, qui a déferé l'affaire devant le juge d'instruction auprès du même tribunal. Cette instance a ordonné sa mise en détention préventive pour «tentative de kidnapping et mendicité». La DGSN avait lancé, à l'occasion de la rentrée scolaire 2013/2014 un dispositif sécuritaire «spécial» à la périphérie des établissements scolaires dans le but de prévenir toute tentative de kidnapping.

Y. C.

Trésor public Recul du déficit

Le déficit global du Trésor public s'est affiché en net recul à la fin du premier semestre de l'année par rapport à la fin juin 2012, sous l'effet conjugué d'une hausse des ressources encaissées, hors Fonds de régulation des recettes (FRR), et d'une baisse des dépenses de fonctionnement et même celles d'équipement, a-t-on indiqué hier auprès du ministère des Finances. Ce déficit, qui était de plus de 1 303 milliards (mds) de dinars (17 mds de dollars) à la fin juin 2012, a été réduit à 200,3 milliards de dinars à la fin juin dernier, soit un recul de près de 85%, selon les dernières statistiques publiées par la Direction générale de la prévision et des politiques (DGPP) du ministère. Il était de 3 281 mds de DA (21% du PIB) en 2012 et de près de 2 469 mds de da en 2011. La loi de finances 2013 prévoit un solde négatif du Trésor de 2 889,6 mds DA, soit 17,9% du PIB. Les recettes budgétaires réellement encaissées par le Trésor entre janvier et juin 2013 ont atteint 2.729,45 mds de DA contre 2 569,84 mds de DA au cours de la même période de 2012, en hausse de 6%. Les dépenses budgétaires ont par contre reculé de 25% durant le semestre écoulé, passant de 3 857 mds de DA à fin juin 2012 à 2 896,36 mds de DA à fin juin 2013. Détaillant la composante de ces dépenses, le document de la DGPP, qui n'explique pas cependant l'origine de cette baisse, a précisé que les dépenses de fonctionnement étaient en baisse de 23,5% tandis que les dépenses d'équipement reculaient de 28%. Les premières ont atteint 2.056,5 mds de DA au premier semestre de l'année (2 688,5 à fin juin 2012), les secondes avoisinaient les 840 mds de DA (contre 1 168,5 mds de DA).

M. B.

Renouvellement des structures du FLN au sein de l'APN

Un vote sous influence

Le renouvellement des instances du parti majoritaire a débuté hier aux environs de dix heures du matin. Une opération très longue puisqu'en quatre heures, seuls quatre-vingt-dix députés ont voté. Les résultats étaient attendus aux environs de 23h00.

En plein scrutin, certains hommes «influents» ne se sont pas gênés à approcher les «votants» en leur chuchotant dans l'oreille. Ces scènes se sont déroulées sous les yeux des organisateurs, notamment ceux du chef de groupe parlementaire sortant, chargé de superviser l'opération. Dans son discours d'allocution, le nouveau secrétaire général du FLN, Amar Saïdani, a déclaré qu'à «travers ce mode d'élection, le FLN vient de démontrer aux gens qui doutent de la transparence dans le renouvellement des instances de l'APN. Le FLN a été toujours parmi les partis qui respectent le choix des autres. Aujourd'hui (Ndlr, hier), les députés viennent de faire un grand pas vers le règlement définitif de la crise qui a secoué leur parti depuis des mois». «Tous les députés sont égaux, le secrétaire général ne soutient aucun clan. Je serais avec les députés qui seraient élus par leurs camarades démocratiquement», a indiqué Amar Saïdani. Et d'ajouter : j'ai convié la presse pour qu'elle soit témoin et attester qu'il n'y a aucun problème au sein du groupe parlementaire du FLN. Interrogé sur les critères retenus par son parti politique pour les candidatures, Amar Saïdani, a indiqué qu'aucun critère n'a été arrêté. «On n'empêchera personne de se présenter. Le dernier mot reviendra aux députés». Par contre, le nouveau secrétaire général du FLN procédera à la désignation du chef du groupe parlementaire. Son nom sera connu après l'élection des nou-



velles structures», affirme-t-il. Mais selon certaines informations, le nouveau chef du groupe parlementaire sera Tahar Khaoua. La majorité des députés du FLN sont unanimes à dire que les élections des structures de l'APN, mettront un terme à la crise au sein du groupe parlementaire, née de la décision de l'ancien coordinateur du parti, Abderrahmane Belayat, de recourir au mode de désignation pour renouveler les structures. Une mesure rejetée par plusieurs députés créant ainsi un malaise au sein de la chambre basse du

Parlement. S'agissant de l'opération de renouvellement des instances, Tahar Khaoua, chef du groupe parlementaire du FLN et chargé de la préparation de ces élections, a affirmé qu'ils «sont 80 candidats sur 211 à avoir postulé pour les 27 postes au sein des instances de l'APN». Cette élection concernera 5 postes de vice-présidents à l'APN, dont l'élection va permettre l'installation du nouveau bureau de l'APN. Huit postes de présidents de commissions, sept de vice-présidents de commissions et sept rapporteurs sont également

à pourvoir. Tahar Khaoua a expliqué qu'une méthode spécifique a été adoptée par le parti pour la classification des postes à pourvoir. Il y a quatre catégories de postes classées de A à D. Pour les postes de vice-présidents, ils sont 26 candidats. Les postes de présidents de commissions 30 postulants. En ce qui concerne les postes de vice-présidents de commissions, notre source a indiqué qu'il y a eu 14 candidatures, alors que 10 députés se sont portés candidats pour le poste de rapporteur.

Mohammed Zerrouki

Cybercriminalité, blanchiment d'argent, drogues et contrefaçon...

Hamel dévoile les «nouvelles» formes de crimes

Le directeur général de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, a affirmé, hier à Oran, que l'enjeu actuel et futur réside dans la lutte contre les nouvelles formes de crime organisé et transfrontalier. Intervenant à l'ouverture de la vingt-deuxième Conférence régionale africaine d'Interpol, le général-major Hamel a indiqué que «la société assiste à l'apparition de nouvelles formes de crimes nécessitant l'actualisation des connaissances et des informations pour les combattre». Le directeur général de la Sûreté nationale a ajouté que cette nouvelle donne nécessite le renforcement de la coopération régionale et internationale à travers l'échange des informations et des expériences. Il a également souligné que le développement des mécanismes de coopération est devenu impératif au regard des liens qu'entretient le crime organisé avec le terrorisme et leurs corollaires dont le trafic d'armes, le trafic de drogue et autres. «Ces crimes sont devenus un handicap pour le développement des pays, ce qui nécessite l'intensifica-



tion des efforts de lutte avec des approches et stratégies efficaces», a ajouté le général-major Hamel. Au passage, il a exprimé la conviction de l'Algérie et sa disponibilité à accroître le niveau de coopération territoriale et régionale et à exporter son expérience pilote en matière de lutte contre le terrorisme au profit des pays, dans le cadre des mécanismes de l'Interpol. Le responsable a abordé, dans son allocution, les différentes réformes concrètes

au niveau des structures de la Direction générale de la Sûreté nationale, notamment la modernisation du système de formation et le recours aux hautes technologies d'information et de communication. Le général-major Hamel a appelé également au développement des mécanismes d'aide aux pays africains en matière de lutte contre les différentes formes de criminalité par l'exportation des connaissances et des experts dans le domaine de la formation et de l'assistance technique. De son côté, la présidente d'Interpol, Mireille Ballestrazzi, a appelé, les pays africains à se mobiliser davantage et à intensifier leur coopération pour lutter contre le problème des médicaments contrefaits, qui «font des ravages en Afrique», a-t-elle indiqué. «Il existe actuellement une prise de conscience à l'échelle internationale sur l'ampleur de ce phénomène qui touche directement la santé et la vie des personnes mais également sur la nécessité de le combattre par tous les moyens», a expliqué M^{me} Ballestrazzi.

R. A.

Après l'échec des « Frères » en Egypte et en Tunisie

Les islamistes algériens déboussolés

Jamais depuis la presque « victoire » du FIS - dissous aux élections législatives de 1991, les islamistes algériens n'ont eu autant d'appétit pour gouverner, mais aussi autant de confiance pour accéder au pouvoir, espérant représenter une alternative portée par la « vague verte » déclenchée par le « Printemps » arabe. Cette dernière a fini en queue de poisson.

C'est sans doute, la « réussite provisoire » des Frères musulmans dans les pays voisins qui a donné, à un certain moment des ailes aux partis de la mouvance islamiste en Algérie. Pourtant, la tentative de Abderrezak Mokri, président du MSP, à rassembler les leaders du courant, et qui se sont vu s'éloigner les uns des autres au fil des années, semble être la dernière carte jouée des « Frères algériens ». Ces derniers ne savent plus sur quel pied danser, d'autant que les modèles qu'ils comptaient présenter au peuple ne sont plus un gage de réussite. L'échec des partis qui se revendiquent de la confrérie en Egypte et en Tunisie à apporter le changement tant attendu par les sociétés des deux pays aura été un sacré coup à leurs collègues algériens. En effet, il n'y a plus de référence qui leur permettrait de vendre un projet s'ils en procèdent un.

Les gouvernements islamistes post-Printemps arabe ont conduit à la violence. Les Tunisiens et les Egyptiens qui, jusque-là, ne connaissaient pas le terrorisme découvrent un phénomène qui remettra à zéro les acquis des révoltes du Jasmin et du 25 janvier. La démocratie, la liberté, la paix et le développement ne seront qu'un leurre. Une fois au pouvoir, les islamistes tenteront d'instaurer leur propre « dictature ». L'autre modèle que les partis du courant islamique en Algérie,



tendent d'importer est celui de la Turquie. Cependant, les derniers bouleversements et l'opposition auxquels avait face le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, prouvent que le Parti de la justice et du développement (AKP) est loin d'avoir passé avec succès tous les tests que commande la hasardeuse coexistence entre religion et démocratie, entre culte de la tradition et exigences de la modernité. C'est voué à l'échec. En manque d'un véritable projet de société ou d'un modèle économique qui pourront convaincre les Algériens à leur accorder la confiance, les islamistes gardent souvent l'oeil sur ce qui se passe ailleurs, surtout dans les pays où leurs « aînés » avaient réalisé - à un certain moment - des avancées. Pour eux, c'est la meil-

leure façon de convaincre, en incluant dans leur discours « les exemples de réussite ». Bien qu'ils ne le déclarent pas officiellement, les islamistes en Algérie se targuent d'être proche de la confrérie. Ils ne ratent d'ailleurs pas d'occasion, pour inviter leurs amis tunisiens, Libyens, égyptiens ou palestiniens à chacun de leurs rendez-vous organiques ou cérémonies en l'honneur de leurs figures emblématiques. Comme ce fut le cas dernièrement à l'occasion du colloque sur Mahfoudh Nahnah.

En prévision de l'élection présidentielle prévue en avril 2014, rien n'augure que les islamistes pourraient concurrencer un probable candidat de consensus des nationalistes. « Bien que Mokri ait donné un semblant d'ouverture vers les autres courants en réta-

blissant le contact même avec l'ennemi de toujours, le RCD, une cohabitation ne peut exister », pensent des observateurs. Pour des raisons d'intérêt personnel et même idéologique, les islamistes ne peuvent pas concevoir un projet commun où toutes les tendances y trouveront place. Pis encore, certains estiment que « les leaders du courant islamiste ne se soucient que des échéances électorales », d'où les divisions internes et alliances contre nature qui s'opèrent avec d'autres forces politiques à l'approche des élections. Avec le « revers » qu'ont subi des modèles de gouvernance que les Djaballah, Mokri, Ghoul ou Rebai comptent nous importer, il leur serait difficile d'aborder la course pour le palais d'El-Mouradia.

Aïssa Moussi

Revirement de situation sur la Syrie

L'amer échec de Riyad et de Doha

L'Arabie saoudite et le Qatar, fervents sponsors d'une attaque militaire contre le régime syrien de Bachar Al-Assad n'ont pas réussi à imposer leurs visions aux Occidentaux. Ils auront réussi à entraîner dans leur sillage la Ligue arabe, accentuant davantage les divergences au sein de l'organisation. Les efforts diplomatiques de Doha et Riyad, très visibles lors du dernier G20 de Saint-Petersbourg auront été vains. Le président américain, Barack Obama, a fini par s'agripper à la bouée de sauvetage lancée, avant-hier, par Poutine. La Russie propose un contrôle et une destruction des stocks d'armes chimiques que détient Damas, estimé selon les experts à plus de mille tonnes. Le vote du Congrès américain sur la question syrienne s'est vu reporté à une date ultérieure. Obama sauve la face vis-à-vis de son opinion publique très hostile aux interventions militaires à l'étranger. Une méfiance qui intervient à la veille d'une date douloureuse, celle du 11 septembre. Hier, Paris a considéré la proposition russe comme étant « intéres-

sante et recevable ». Piégé par les Américains qui avaient montré un grand enthousiasme au lendemain des attaques chimiques du 21 août, Hollande a décidé d'introduire une résolution au Conseil de sécurité pour « donner plus de crédibilité à la proposition russe ». Cependant, les observateurs considèrent cette démarche française comme une sorte de « piège ». En effet, si la résolution française trouve un écho favorable, les Russes devront peser de tout leur poids pour contraindre leur alliés syriens à s'y conformer.

Les monarchies du Golfe, qui soutenaient l'option de « frappes militaires », ont opté pour une rencontre sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe. Une réunion s'est tenue hier à Jeddah dont l'ordre du jour a été consacré exclusivement à la situation en Syrie. Une source diplomatique qatarie a indiqué que « les six pays du CCG soutiennent les mesures internationales qui sont prises pour empêcher le régime de commettre de nouvelles pratiques inhumaines », a affirmé cette source diplomatique lundi. Le même

jour, le gouvernement saoudien a appelé de nouveau la communauté internationale à assumer ses responsabilités humanitaires envers le peuple syrien et à mettre fin (...) à l'obstination du régime de Damas à tuer davantage son peuple en ayant recours à des armes de tous genres. Pour sa part, le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, a indiqué hier soutenir la proposition russe de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international, plaidant pour une solution politique au conflit en Syrie qui a fait plus de 110 000 morts en deux ans et demi. Le 1^{er} septembre, la Ligue arabe avait appelé l'ONU et la communauté internationale à assumer leurs responsabilités et à prendre les mesures de dissuasion nécessaires contre le régime qu'elle a accusé, elle aussi, d'avoir mené l'attaque du 21 août. Elle ne s'est toutefois pas prononcée sur d'éventuelles frappes étrangères, un sujet qui divise les pays arabes. L'Egypte, l'Algérie, l'Irak et le Liban n'ont pas hésité à afficher leur opposition.

Synthèse Y. C.

Sept nouveaux CFPA inaugurés à Tizi Ouzou
5 255 apprenants attendus le 22 septembre

Plus de 5 200 apprenants en formation résidentielle sont attendus dans les instituts et centres de formation professionnelle de Tizi Ouzou, pour la rentrée fixée au 22 septembre prochain. Ils sont ainsi répartis sur les 172 sections créées dans les 64 spécialités que dispensent les 4 instituts (INSFP) et 31 centres (CFPA) ainsi que 12 annexes. Ainsi, sur un total de 9829 apprenants attendus pour la rentrée en cours, 5255 sont inscrits en formation résidentielle, alors que 4364 le sont en formation d'apprentissage de courte et moyenne durée, tandis que 210 autres apprenants ont opté pour la formation à distance. Les détenus des différentes maisons carcérales de la wilaya de Tizi Ouzou sont également impliqués dans la formation qualifiante, puisqu'ils sont 275 à y être inscrits pour cette rentrée. La formation des femmes au foyer touchera, par ailleurs, 742 apprenantes aux côtés de 320 autres personnes inscrites dans le cadre de l'offre de formation dite « alphabétisation qualifiante ». Les capacités d'accueil en poste de formation devront atteindre, cette année, 14 000 places contre la moitié en 2005, alors que les places d'internat ont plus que doublé durant ces huit dernières années, puisqu'ils ont progressé de 1 100 en 2005 à 2 500 places pour la rentrée 2013. Les places en demi-pension ont également enregistré un bond atteignant les 4 000 places contre 2 500 en 2005. Sept nouveaux CFPA de capacités variant entre 250 et 300 postes de formation ont été par ailleurs inaugurés. Ils sont implantés à Fréha, à Béni-Douala, Sidi-Naâmane, Bouzeguene, Timizart et Akerrou, bien qu'ils aient déjà accueillis les nouveaux inscrits. « Ces établissements sont dotés d'internat et de la demi-pension et d'espaces de loisirs comme les terrains de sports. Le secteur de la formation professionnelle de la wilaya sera également renforcé à cette rentrée par la mise en service d'un institut à Draa Ben Khedda spécialisé dans les métiers du bâtiment et des travaux publics », a tenu à souligner le chargé de la communication de la DFPA de Tizi Ouzou, Hamid Messir, soulignant que les projets d'études d'adaptation pour la réalisation et l'équipement d'un Institut d'enseignement professionnel de 1 000 postes de formation et de 300 lits à Oued-Falli, un Institut national spécialisé de la formation professionnelle de 300 postes et un autre d'une capacité de 120 lits à Azeffoun ont été lancés.

M-A. T.

Jijel Les gardes-côtes évitent un naufrage

Les Forces navales algériennes sont intervenues dimanche pour circonscrire un incendie déclaré à bord d'un navire marchand, battant pavillon tanzanien, navigant à 43 miles de Jijel, a indiqué lundi soir un communiqué de l'armée nationale populaire. «Suite au signalement, le 8 septembre 2013 à 8 h 25 mn, par le patrouilleur militaire français Commandant Birot, d'un incendie à bord d'un navire marchand battant pavillon tanzanien, à son bord huit personnes à 43 miles nord-nord-est de Jijel, un plan de recherche et de sauvetage a été activé», a précisé la même source. Ce plan de sauvetage comprend «l'intervention d'un remorqueur de haute mer, un hélicoptère de recherche et de sauvetage des Forces navales, une vedette de sauvetage du groupement territorial des gardes-côtes de Annaba et une vedette du groupement territorial des gardes-côtes de Jijel», a expliqué le communiqué, précisant que «le remorqueur de haute mer a participé à l'extinction de l'incendie et au refroidissement des parois du navire».

Groupe parlementaire FLN Confondre journaux et téléés!

Un communiqué manuscrit signé de l'ex-chef du groupe parlementaire du FLN, a été adressé aux rédactions, les conviant à couvrir l'opération de renouvellement des instances de ce parti. Le document qui fait office d'invitation indique : « Il est porté à la connaissance de la presse audiovisuelle (parlée et écrite) que l'opération...». Provenant du FLN, censé voter prochainement la loi sur l'audiovisuel, il y aurait donc une presse audiovisuelle parlée et écrite ! Comme quoi, beaucoup de choses restent à faire du côté de nos élus.
Y. C.

Les gens

Cherif Rahmani



La firme britannique Rolls-Royce a été sollicitée par le ministre algérien de l'Industrie, des PME et de la promotion de l'investissement, Cherif Rahmani, pour délocaliser vers l'Algérie une partie de sa chaîne de production. Celle-ci concerne la fabrication des moteurs et réacteurs pour avions de ligne. La firme anglaise équipe déjà les Airbus et une partie de la flotte Boeing. S'exprimant devant la presse à l'issue d'une audience qu'il a accordée à Lord Richard Risby, représentant du Premier ministre britannique pour le partenariat économique avec l'Algérie, il a déclaré que «nous voulons que Rolls-Royce puisse délocaliser vers le marché algérien une partie de sa chaîne industrielle». Du côté anglais, on s'est montré «intéressé» sans plus.



Aïn Temouchent

Une quarantaine de personnes piégées par les eaux

Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Aïn Temouchent ont effectué plusieurs interventions suite aux fortes pluies enregistrées lundi après-midi, pour porter secours à 45 personnes, a-t-on indiqué dans un communiqué rendu public, hier.

Au chef-lieu de la wilaya, une vingtaine d'élèves bloqués par les eaux pluviales dans l'école primaire Malek-Haddad du quartier «Moulay Mustapha» ont été secourus en milieu d'après-midi. Dix autres personnes ont été également aidées suite aux importantes inondations qui ont touché la Maison de la presse, a-t-on ajouté. Bloqués par les eaux à la direction, douze travailleurs de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO)

ont été sauvés par les pompiers qui ont porté également secours aux passagers d'un camion et d'une voiture bloqués par les eaux pluviales. Les éléments de la Protection civile ont assisté, par ailleurs, trois personnes qui se trouvaient à bord d'une embarcation de plaisance tombée en panne en mer à l'est de la plage d'El Ouardania. La direction de la Protection civile a enregistré également, durant le même après-midi, pas moins de 63 interventions de reconnais-

sance au niveau de 150 maisons inondées à travers la wilaya, notamment à Aïn Larbaa, Hammam Bouhadjar, Aïn Temouchent et Oulhaça. De courts circuits électriques ont été aussi enregistrés à différents endroits, a-t-on encore indiqué. Toujours à l'ouest du pays mais cette fois à Oran, les premières pluies de la saison ont provoqué une montée des eaux «inhabituelles» dans plusieurs quartiers de la ville. Selon des témoignages recueillis hier par téléphone, plusieurs automobi-

listes se sont retrouvés «piégés» notamment à Oued El-Djir. Des situations provoquées par «le retard cumulé par les services de voirie dans l'opération de nettoyage des conduites de ravalement des eaux de pluie». Les fortes pluies et les orages qui ont touché onze régions de l'ouest, ces dernières 24 heures, ont fait deux morts à Saïda et à Sidi Bel-Abbès, a affirmé hier le commandant Achour de la Protection civile à la Radio nationale.

B. Mohamed

Délinquance sexuelle

Le net, nouvelle arme des prédateurs

Les délinquants sexuels ont de plus en plus recours aux nouvelles technologies pour piéger leurs proies. Ainsi, 64 affaires de délinquance liée aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et impliquant des mineurs, ont été traitées depuis le début de l'année par les services de lutte contre la cybercriminalité de la Sûreté nationale, a indiqué hier un communiqué de cette institution. «59 filles et 14 garçons ont été victimes de ces actes criminels moyennant des TIC», a précisé la même source, citant dans ce sens des exemples de ces actes comme l'«attentat à la pudeur, l'incitation de mineurs à la débauche, le détournement



de mineurs et les atteintes à l'intimité de la vie privée». Les enquêtes menées dans ce contexte sont souvent diligentées par les brigades spéciali-

sées de la protection de l'enfance relevant des services de police judiciaire, avec l'assistance des sections de lutte contre la cybercriminalité et

l'appui des départements de preuves numériques relevant des laboratoires de police scientifique et technique, a fait savoir la DGSN. «Ces services ont exécuté pour les seules années 2012 et 2013, 18 expertises criminalistiques, portant sur l'analyse de deux ordinateurs, sept PC portables, dix téléphones portables, neuf cartes mémoires et divers autres supports numériques», a-t-on indiqué. Selon la DGSN, les jeunes «recourent le plus souvent à ces moyens de communication devenus plus accessibles, pour commettre des incivilités, voire même des actes relevant du ressort du pénal», a déploré la même source.

Y. C.

Pour la réduction des temps de traitement des dossiers

Un progiciel de gestion intégrée pour l'Ansej

L'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) veut se doter d'un progiciel de gestion intégrée.



Un avis d'appel d'offres national a été d'ailleurs lancé dans ce sens par la direction générale pour la fourniture et l'installation de ce type de logiciel - Entreprise ressource planning - «ERP» en mode trois tiers. L'appel d'offres national restreint est adressé aux éditeurs de logiciels et à leurs représentants exclusifs en Algérie et aux candidats spécialisés dans la conception et le développement des logiciels informatiques. La direction générale précise que ne peuvent soumissionner que les fournisseurs ayant déjà prodigué des logiciels et qui sont reconnus aptes à exécuter pleinement les obligations fixées par le présent cahier des charges. Un progiciel de gestion intégrée (PGI, terme

recommandé en France par la DGLFLF1 et au Canada par l'OQLF et équivalant du terme anglais Enterprise Resource Planning ou ERP) est, selon CXP : « un progiciel qui intègre les principales composantes fonctionnelles de l'entreprise: gestion de production, gestion commerciale, logistique, ressources humaines, comptabilité, contrôle de gestion. A l'aide de ce système unifié, les utilisateurs de différents métiers travaillent dans un environnement applicatif identique qui repose sur une base de données unique. Ce modèle permet d'assurer l'intégrité des données, la non-redondance de l'information, ainsi que la réduction des temps de traitement. » Pour être qualifié de « progiciel de gestion intégré », une solution

logicielle doit couvrir au moins deux domaines fonctionnels différents de l'entreprise (par exemple, RH et finance, ou encore finance et achats...). Un PGI peut constituer le socle du système d'information de l'entreprise s'il couvre la quasi-totalité des processus fonctionnels clés de celle-ci. Un PGI/ERP peut être orienté en fonction du métier de l'utilisateur. Véritable cerveau et support organisationnel pivot pour toute l'entreprise, un PGI/ERP vise une gestion globale et simplifiée. Pour ce faire, le choix d'un logiciel pertinent, son paramétrage pour le faire correspondre à la spécificité de l'activité de l'entreprise, une intégration dans les services et une appropriation réelle par les utilisateurs sont les facteurs-clés de succès. Il est fréquent que la

mise en place et le déploiement d'un tel outil nécessite un délai (souvent sous-estimé) ainsi que l'assistance d'un prestataire tiers spécialisé appelé «intégrateur». Les PGI/ERP industriels trouvent leur origine dans le besoin de planifier la production. On reconnaît le PGI/ERP industriel à ce qu'il repose sur un module central du type GPAO et/ou MRP assurant une couverture plus ou moins étendue de fonctionnalités telles que la gestion du processus de planification/ordonnancement, le suivi de la fabrication et de la traçabilité de la fabrication, la gestion des stocks, l'approvisionnement de matières premières, composants ou semi-finis et la gestion de la sous-traitance, de la maintenance et de la qualité. Les PGI/ERP destinés à gérer les activités du tertiaire ne sont pas toujours répertoriés dans la catégorie des PGI/ERP. Ils sont néanmoins très nombreux à cibler des secteurs aussi variés que la santé, l'éducation, la distribution, le commerce de détail ou la finance. Avec des modules divers qui vont de la gestion de projets jusqu'à des fonctions métiers très pointues (gestion d'abonnements, cours de formation...). L'offre dans le domaine est moins abondante que pour l'industrie et beaucoup plus éclatée : les éditeurs de PGI/ERP ont été précédés sur ce créneau et se trouvent en situation de concurrence forte avec les éditeurs de logiciels CRM.

F. A.-A.

BOOM



Les chiffres de la croissance japonaise pour le trimestre avril-juin ont été révisés à la hausse en raison d'une amélioration de l'investissement, l'expansion économique ressortant à 0,9% par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres publiés par le gouvernement. La hausse du produit intérieur brut (PIB) avait d'abord été annoncée à 0,6%. Ces chiffres révisés, conformes aux prévisions, donnent une croissance annualisée de 3,8%, contre une estimation initiale de 2,6%. Le marché anticipait un rythme de 3,7%. Cette révision à la hausse va dans le sens d'une reprise économique modérée. Elle est également de nature à inciter le Premier ministre Shinzo Abe à mettre en place une augmentation de la TVA à partir de l'an prochain.

CRASH



Le déficit du budget de l'Etat français à fin juillet s'est contracté à 80,8 milliards d'euros contre 85,5 milliards un an plus tôt à la même période, selon les données publiées par le ministère du Budget. Hors éléments non récurrents, qui ont pesé pour 7,5 milliards d'euros, il serait en amélioration de 12 milliards d'euros d'un an sur l'autre. C'est la première fois depuis le début de l'année que le déficit budgétaire affiche une baisse, grâce à une progression des rentrées fiscales sur sept mois (+9,6%) nettement supérieure à celle des dépenses du budget général (+3,5% à périmètre constant). Les recettes globales ont progressé de 8,7% à 176,4 milliards d'euros, face à des dépenses de 235,5 milliards. Comme depuis le début de l'année, la hausse des recettes fiscales est tirée par les rentrées d'impôt sur le revenu (+23,8%) et d'impôt sur les sociétés (+18,7%) en raison de l'augmentation de la fiscalité. Mais le niveau des recettes de TVA (+0,3% à 78,4 milliards) est toujours aussi faible du fait de la conjoncture.

CHIFFRE

3 500

La plupart des établissements pour jeunes, environ 3 500, sont fermés à ce jour. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Jeunesse et des Sports chargé de la jeunesse, Belkacem Mellah, a préconisé de les rénover afin d'en tirer profit durant les vacances.

Salon international de l'agroalimentaire

Une opportunité de découvrir le marché américain

La Chambre algérienne de commerce et de l'industrie (Caci) appelle les entreprises algériennes à participer au Salon international de l'agroalimentaire de Miami (Etats-Unis), qui se tiendra les 28 et 29 octobre, a annoncé hier la chambre.

Les entreprises algériennes souhaitant participer à ce salon, qui est inscrit au programme officiel des manifestations à l'étranger, pourront bénéficier du Fonds spécial pour la promotion des expositions (FSPE) à hauteur de 80% pour les frais de location des stands et d'acheminement des marchandises. Ce salon constitue une opportunité pour les entreprises algériennes de découvrir le marché américain de l'agroalimentaire et nouer des partenariats avec les entreprises étrangères participant à cet événement.



A ce propos, la Caci souligne que la date de dépôt des échantillons auprès de la Société algérienne des foires et des exportations (Safex) qui fixée initialement au 15 août a été prorogée au 15 septembre. Dans le but de relancer le secteur algérien de

l'agroalimentaire, un plan d'action «stratégique» à l'horizon 2014 a été élaboré par le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement. Ce plan s'articule autour de plusieurs points, essentiellement d'intégrer de manière

pragmatique les enjeux de la mondialisation, viser une croissance endogène par l'utilisation des ressources nationales, et opérer un choix de segments d'activités structurants et porteurs à promouvoir. En outre, ce plan est structuré autour de plusieurs axes, il s'agit notamment de l'instrumentation du dispositif institutionnel de pilotage : cinq organes de consultation et d'exécution du Plan national de développement des industries agroalimentaires (IAA) seront proposés au gouvernement, comme premières mesures prioritaires. Concrètement, il s'agit de la création d'un conseil national, d'une délégation interministérielle, d'un observatoire, d'un comité intersectoriel de logistique et d'un Fonds spécial de soutien à l'industrie agroalimentaire.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOAT

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'INFRACTUOSITE

CONFORMEMENT AU DISPOSITION, DE L'ARTICLE N° 44 ALINEA 2 DU DECRET
PRESIDENTIEL N°10/236 DU 07/10/2010 complété et modifié DU DECRET PRESIDENTIEL
N°11/98 DU 01/03/2011 complété et modifié DU DECRET PRESIDENTIEL N°12/23 DU
18/01/2012 , PORTANT REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS, LA DIRECTION
DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE LAGHOAT DECLARE L'INFRACTUOSITE DE
L'APPEL D'OFFRE N° 19/2013 PARU SUR LE QUOTIDIEN (ALGERIE NEWS)
LE 18 /08/2013 RELATIF AUX :

« Réalisation d'ouvrage d'art sur oued TERKALEL »

Suite au aucun plis déposé.

Algérie News 11-09-2013

Anep 540 853

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA

DAIRA DE SOUAGUI

COMMUNE DE SIDI -ZAHAR

AVIS D'INFRACTUOSITE

Conformément aux dispositions de L'article 122 du décret présidentiel n°10/236 du
07/10/2010 Modifier et complète par le décret n°12/23 du 18/01/2012 portant réglementation des
marchés publics Et suite au procès verbal de la réunion de la commission communale d'ouverture des
plis tenue le 22/06/2013 .

Le président de l'Assemblée populaire communale de sidi zahar , informe l'ensemble des
soumissionnaires qui ont participé à l'Appel d'offres National restreinte n°01/2013 en date du
30/06/2013 paru sur les Quotidiens Nationaux " Algerie News " et " SOUT EL-AKHER" en date du
22/07/2013 et 01/08/2013 concernant L'operation suivante :

Amenagement urbain (different reseaux) A Sidi- Zahar .

Est déclarée infructueuse pour cause de reçu 02 plis et pour avoir plus de renseignements, prière de se
rapprocher auprès du service d'équipement sieges APC Sidi -Zahar .

Algérie News 11-09-2013

Anep 540 774

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ADRAR

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

NIF : 09031019004563

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°..04 /2013

La direction de l'Environnement de la Wilaya d'ADRAR lance un avis d'appel d'offre national ouvert portant
sur l'opération : « Réalisation d'une décharge contrôlée à Timimoune et Reggane » 1ème tranche
LOT N°3 : Acquisition d'équipement «Fourniture, installation, et mise en service d'un pont bascule
mobile».

Les entreprises qualifiées intéressées par le présent avis d'appel, peuvent soumissionner et retirer le
cahier des charges auprès de la direction de l'environnement de la wilaya d'ADRAR (BUREAU
DES MARCHES) nouveau siège de la direction sis route de Reggane Adrar Tel /Fax ;
049/96/90/49 ; 049/96/90/47.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes en cours de validité :

- Offre technique (photo copie égalisée, original)**
- 01- Le présent cahier des charges, signé et daté par le soumissionnaire.
 - 02- La déclaration à souscrire (selon le modèle ci-joint) signée et datée par le soumissionnaire.
 - 03- La déclaration de probité (selon le modèle ci-joint) signée et datée par le soumissionnaire.
 - 04- Copie légalisée du registre de commerce.
 - 05- Extrait du casier judiciaire N° 03 du soumissionnaire ou le gestionnaire de société.
 - 06- Attestations actualisées (copies légalisées) de mise à jour de cotisations CNAS - CASNOS - CACOBATPH
 - 07- Extrait de rôle apuré ou échancier.
 - 08- Référence professionnelles (attestation de bonne exécution délivrée par le Maître d'Ouvrage)
 - 09- Le délai et le planning de réalisation des travaux.
 - 10- Liste du matériel demandé avec justificatif (copies lisible des cartes grises + assurance).
 - 11- Liste Moyens humains avec attestations d'affiliation au CNAS+Diplôme (copie légalisée).
 - 12- Certificats de qualification ou agréments délivrés par les instances reconnues et habilitées.
 - 13- Le numéro d'identification fiscale (NIF)
 - 14- Les bilans financiers des trois (03) dernières années (2010-2011-2012).
 - 15- Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux (SARL, EURL, SNC, SCS, SPA, SCPA) délivrée par l'antenne locale du centre nationale du registre de commerce.

NB : les pièces doivent être originales ou copies légalisées et Toute copie non légalisée ne sera pas prise en considération.

Offre financière :

- 01) La lettre de soumission remplie, cachetée et signée.
 - 02) détail quantitatif et estimatif.
 - 03) Bordereau des prix unitaires
- L'enveloppe principale doit contenir deux enveloppes distinctes cachetées ;
- offre technique
 - offre financière

Les enveloppes intérieures doivent porter le nom et adresse du soumissionnaire
Les offres doivent être adressées à la direction de l'environnement de la wilaya d'ADRAR, BUREAU DES
MARCHES PUBLICS, nouveau siège de la direction sis route de Reggane Adrar, sous double plis cacheté et
Anonyme portant la mention Suivante :

« Soumission à ne pas ouvrir »
Avis d'appel d'offre national e ouvert n°..... /2013

« Réalisation d'une décharge contrôlée à Timimoune et Reggane » 1ème tranche :

LOT N°3 : Acquisition d'équipement «Fourniture, installation, et mise en service d'un pont
bascule mobile».

La date limite de dépôt des offres est fixée à vingtième (21) jours à compter de la date la première parution du
présent avis dans le BOMOP et/ou sur les quotidiens nationaux, la date de dépôt des offres est fixée des vingt
unième jours avant le 12 Heures. Tout-phis déposé après 12 heures de la date limite sera rejeté
automatiquement ;

L'Ouverture des plis techniques et financiers sera tenue le même jour correspondante à la date de dépôt des
offres à 14 :30 H au siège de la direction de l'environnement,
Au cas où la date limite de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la séance
d'Ouverture des plis sera reportée à la première journée ouvrable qui suit la même heure.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 111 jours à compter de la date
limite de dépôt des offres.

Algérie News 11-09-2013

Anep 540 822

Demande d'emploi

J.H 30 ans Magister en
science économique + Ing
d'état en Planification 3
ans d'expérience. Maîtrise
Français et Arabe. Cherche
emploi dans
l'enseignement (Institut ou
école privés).

TÉL : 0552-22-27-85

Demande d'emploi

J.H. âgé de 24 ans ,
Master en finances et
économie + Manager en
HSE avec expérience
cherche emploi.

Email :
fahemstatisticien@gmail.com

Tél : 0560-58-69-99

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION
ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

CENTRE HOSPITALO UNIVERSITAIRE MUSTAPHA

NIF : 095 516029000145

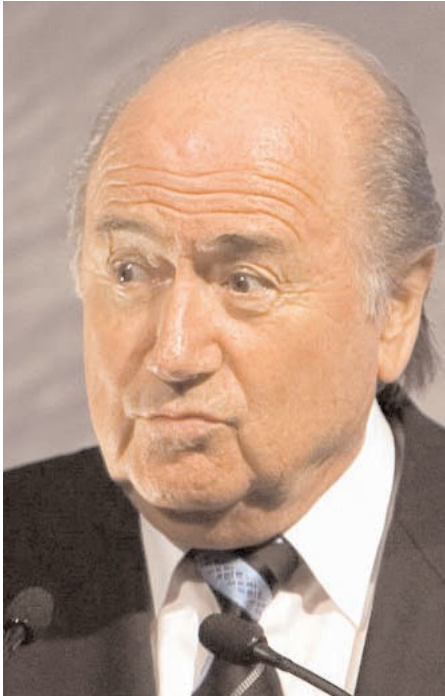
AVIS D'INFRACTUOSITE

Conformément à l'article 44 du décret présidentiel N° 10-236 du 07 octobre 2010, modifié et complété,
portant réglementation des marchés publics, le Centre Hospitalo-universitaire Mustapha porte à la
connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'offres national restreint
n° 17/2013 ayant pour objet : « L'acquisition, l'installation et mise en marche des équipements pour le
service d'orthopédie en trois lots séparés » que ce dernier est déclaré infructueux.

Algérie News 11-09-2013

Anep 540 814

ILS ONT OSÉ LE DIRE



Sepp Blatter

« La Coupe du monde est un événement mondial. Qui sommes-nous, les Européens, pour exiger que cet événement nous satisfasse alors que nous ne sommes que 800 millions, et que la planète est peuplée de 7 milliards de personnes ? Je pense qu'il est grand temps que cette Europe commence à comprendre qu'elle ne gouverne plus le monde, et que le football est devenu un sport qui passionne des milliards de personnes, partout sur la planète. »



Youcef Yousfi

« Il ne faut pas confondre lutte contre la corruption, suspicion et accusations sans preuves. Il ne faut pas diaboliser les cadres de la Sonatrach, c'est contre-productif. »



Pierre Piccinin

« C'est un devoir moral de le dire. Ce n'est pas le gouvernement de Bachar Al Assad qui a utilisé les gaz sarins ou autres gaz de combat dans la banlieue de Damas. Nous en sommes certains suite à une conversation que nous avons écoutée. »

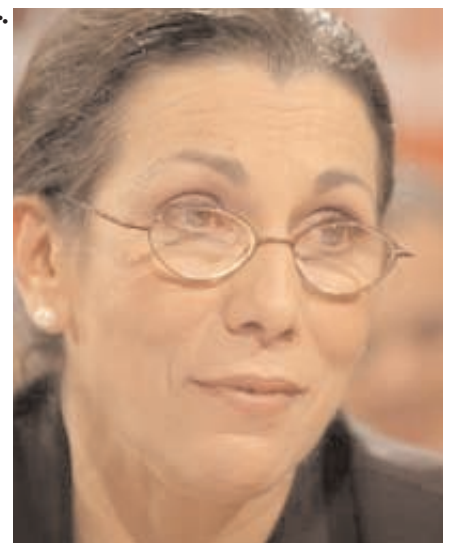
En hausse

Abdelmadjid Tebboune



Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme ne badine pas avec les délais et les chiffres. Il compte bien sévir contre les directeurs exécutifs locaux. Il a déjà ses propres chiffres pour les comparer avec ceux de ses collaborateurs. Attention, ça va faire mouche.

Louisa Hanoune



La secrétaire générale et porte-parole du Parti des travailleurs vient de faire sa « rentrée politique ». Connue pour ses déclarations « chocs », elle n'a pas dérogé à la tradition. Avant-hier, elle a demandé le retrait de l'Algérie de la Ligue arabe. Affaire à suivre.

Le monde de l'insolite



Coffrée dans une banque

Elle a passé la nuit dans la salle des coffres. Une dame de 91 ans est restée enfermée pendant 23 heures, dans le noir, dans une banque à Rennes, oubliée par les employés samedi à la fermeture de l'établissement pour le week-end, a-t-on appris dimanche auprès de la police et du parquet. La nonagénaire s'était rendue samedi à 11 h 30 dans son agence bancaire de la BNP-Paribas, demandant à accéder à la salle des coffres où un employé de la banque l'a enfermée, conformément à la procédure. À la fermeture de l'établissement - qui ne devait rouvrir que mardi selon la police -, les employés sont partis en oubliant la cliente, qui n'avait pas de téléphone portable. L'alerte a été donnée à la police vers 20 heures par son fils, inquiet de ne pas voir revenir sa mère.



Chère... la bande de sable

C'est une acquisition des plus insolites qui s'est déroulée dans la région huppée des Hamptons, près de New York. Un financier de Manhattan a décidé d'acheter une bande de terre d'à peine 30 cm de large pour 91 000 euros ! Au programme : Ruée vers l'eau, folie des grandeurs et guerre de voisinage. C'est une bande de terre large de 30 centimètres et longue de quelque 575 mètres, traversant East Hampton, l'autoroute de Montauk avant de s'achever devant l'océan Atlantique. Un modeste terrain que son propriétaire, le comté de Suffolk, comptait vendre pour 10 dollars (7.60 euros). Seulement, deux financiers de Manhattan dont les demeures bordent ce chemin n'ont pu s'en contenter et se sont lancés dans une guerre aux enchères, jusqu'à ce que cette humble langue de terre soit estimée à 120 000 dollars (91 000 euros). Oui, le prix final a tout simplement été adjugé 12 000 fois plus cher que sa mise initiale au nom d'une improbable folie des grandeurs. Du jamais vu selon le gestionnaire immobilier du comté de



Touche pas à l'os

24 heures d'incarcération dans une prison zambienne vétuste. C'est ce qu'a encouru un touriste originaire de Haute-Savoie pour avoir ramassé un os d'antilope dans un parc de Zambie. L'infortuné ignorait la réglementation stricte qui régit l'exportation des animaux, même morts.

En baisse

Rachid Benaïssa



Les nouvelles concessions agricoles provoquent des remous. Il semblerait que le texte de loi comporte plusieurs lacunes, ce qui a provoqué des situations compliquées. Des centaines de plaintes ont été déposées par des agriculteurs qui estiment être lésés.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية بومرداس
مديرية الصحة والسكان
رقم 2013 / 1200

تصحيح

ليكن في علم جميع المتعهدين أنه وقع خطأ في نص الإعلان عن المنح المؤقت للصفحة الخاص بالمنافسة الوطنية رقم 01 / م. ص. س / 2013 المتعلقة بانجاز جناح للعمليات بمستشفى برج منايل الصادرة ب:
الجريدتين الوطنيتين:

«الجزائر نيوز»: 2013 / 04 / 11

«l'expression»: 2013 / 04 / 13

والخطا يتعلق بمبلغ الصفقة:

فيصبح المبلغ بعد التصحيح: 48.619.408,94 دج عوض المبلغ 48.307.464,46 دج

ANEP 539 174

الشركة المدنية المهنية للتوثيق "تاس" الأستاذان: ي. شليك و ت. بوشلاخ
02 شارع أقطال محمد عين ببيان الجزائر الرمز: 3084

تعديل

بموجب عقد تلقيناه بمكتبنا بتاريخ 09 / 08 / 2012، مسجل، تم تعديل الموضوع الاجتماعي للمؤسسة ذات الشخص الوحيد وذات المسؤولية المحدودة المسماة: "م. ش. و. د. م. م. ج. م. ج. أس. أم" الكائن مقرها الاجتماعي بديوان رياض الفتح محل 2 ل. 05، المدنية، الجزائر، مدتها: 99 سنة، رأسمالها: 100.000 دج، أي تم تعديل الموضوع الاجتماعي كالتالي: شحن وتفريغ البضائع، شركة الخبرة التقنية، ومفوضية معاينة التلف، مكتب استشارة، دراسات ومساعدة في الاستثمار، تمثيل أو وكالة تجارية للدول والجماعات الأجنبية، استشارة ومساعدة المؤسسات الوطنية والدولية في مجال الصناعة والطاقة، مكتب الدراسات الأرشيف، الوثائقية والمعلومات، مؤسسة تعليم اللغات، مؤسسة الدراسات وانجاز برامج الوقاية وتطهير البيئة، مؤسسة الخدمات البترولية، مكتب أعمال مؤسسة أعمال السكرتاريا والاستشارة الإدارية، مركز استقبال المكالمات الهاتفية، كراء السيارات مع أو بدون سائق، كراء معدات وأدوات للبناء والأشغال العمومية، وكالة الاتصالات. ستودع نسخة من هذا العقد لدى المركز الوطني للسجل التجاري.

للإعلان الموثقتان
7701

مكتب الأستاذ بن عبد الله مولود الموثق بالخراسية

تأسيس

بموجب عقد حرر بمكتبنا بتاريخ 25 / 07 / 2013، ومسجل تم تأسيس المؤسسة ذات الشخص الوحيد وذات المسؤولية المحدودة المسماة ش. د. ش. و. د. م. م. نور الهدى للاستيراد والتصدير الكائن مقرها الاجتماعي طريق الدويرة رقم 31 الخراسية ولاية الجزائر، موضوعها استيراد وتصدير، مدتها: 99 سنة، رأسمالها: 100.000 دج، كما عين السيد مولود عز الدين مسيرا لها لمدة غير محدودة.

الموثق

7610

المكتب العمومي لتوثيق للأستاذة زغيدى سعاد الموثقة

الكائن بشارع د رقم 01 اولاد يعيش البلدية

حل شركة ذات المسؤولية المحدودة المسماة اري ميناة بموجب العقد المحرر بمكتبنا بتاريخ 21/08/2013 والمسجل في اوانه تم حل الشركة ذات المسؤولية المحدودة المسماة اعلاه مقرها المنطقة الصناعية بني مراد البلدية وهذا بأثر رجعي ابتداء من تاريخ 14 / 07 / 2013 وعين السيد عربوات عمار مصفيا لها. نسختان من هذا العقد ستودعان بالمركز المحلي للسجل التجاري لولاية البلدية.

للإعلان الموثق

7706

أمام الأستاذ بن عبد الله مولود موثق بالخراسية ولاية الجزائر

تأسيس قانون اساسي لمؤسسة

بموجب عقد حرر بمكتبنا بتاريخ 28 / 08 / 2013 والذي سوف يسجل تم تأسيس قانون اساسي لمؤسسة ذات الشخص الوحيد وذات المسؤولية المحدودة المسماة (سينتاك)، موضوعها (إزالة ومعالجة النفايات)، مقرها (فيلا رقم 43 مكرر حوش بن سليمان بلدية الخراسية ولاية الجزائر) مدتها (99 سنة)، رأسمالها (100.000,00 دج) مسيرها السيد: حومر رشيد بن غالي لمدة غير محدودة.

الموثق

7704

أمام الأستاذ بن عبد الله مولود موثق بالخراسية ولاية الجزائر

حل مؤسسة

بموجب عقد حرر بمكتبنا بتاريخ 28 / 08 / 2013 والذي سوف يسجل تم حل مؤسسة ذات الشخص الوحيد وذات المسؤولية المحدودة المسماة (كوسمو أش أر استيراد وتصدير)، الكائن مقرها (حي أ الموسع رقم 13 بابا حسن ولاية الجزائر) بتاريخ 31 أوت 2013 سمي السيد بوزيان عبد الحميد أعمر بن محمد مصفيا لها.

الموثق

7705

Code 3201

مكتب التوثيق للأستاذ محمد الصالح خنفرى الموثق بالدويرة، حي 252 مسكن عمارة رقم 03 طريق الرحمانية الدويرة، ولاية الجزائر (ش. د. م. م. م) سال ترانس، مقرها الاجتماعي: رقم 09 شارع محمد بوضياف بلدية البلدية ولاية البلدية مدتها: 99 سنة، رأسمالها: 1.500.000 دج

تعديل

بموجب عقد محرر بالمكتب في 25/08/2013، تقرر ما يلي: 1 - أحالت السيدة حوش صيرينة بنت عمار (600 ج) اجتماعية بقيمة قدرها (600.000 دج) من مجموع حصصها الاجتماعية والمقدرة ب (1350 ج) بقيمة قدرها (1.350.000 دج) لفائدة السيد بايت عقبة عبد الحليم بن احمد لخضر، 2 - استقالة السيدة حوش صيرينة بنت عمار من منصبها كمسيرة رئيسية للشركة، 3 - تعيين السيد بايت عقبة عبد الحليم بن احمد لخضر كمسير رئيسي جديد للشركة ولدة غير محدودة والباقي بدون تغيير.

للإعلان الموثق

7703

مكتب التوثيق بالرغاية ولاية الجزائر الأستاذ سباحي علي بموجب عقد حرر بمكتبنا بتاريخ 22 أوت 2013، والمسجل، تم تعديل شركة ذات المسؤولية المحدودة المسماة (كيمياء، صيدلية تجارة متعددة) - مقرها الاجتماعي: برج البحري، ف 209 مسلك الأنقاض ولاية الجزائر، رأسمالها: (200.000.000 دج)، موضوعها: محلل في العقد التأسيسي للشركة، المدة: 99 سنة، اسم المسير: السيد: بوزيد محمد عبد الحكيم بن علي لمدة غير محددة. تم تعديل الشركة كالتالي: 1 - إضافة أنشطة جديدة للشركة تتمثل في: 406201 - استيراد وتصدير المواد والمعدات الصيدلانية والبيطرية، 406204 - استيراد وتصدير المواد شبه الصيدلانية، المعدات، والتجهيزات الطبية الجراحية، قطع غيار ومستهلكات، 406202 - استيراد وتصدير المواد الصيدلانية، 2 - تم تعيين نائب مسير: وهو السيد بوزيد أحمد المهدي بن علي، ثالثا: رفع رأسمال الشركة بادماج الأرباح: من 200.000.000 دج إلى 400.000.000 دج، تم الإيداع القانوني لدى المركز الوطني للسجل التجاري المحلي.

للإعلان الموثق

7702

La rédaction d'Algérie News propose une nouvelle rubrique dédiée à l'analyse et au décryptage de l'actualité qui nous concerne et qui nous entoure.

Nous lançons un appel à tous ceux et toutes celles qui veulent y contribuer à travers des articles ou des propositions. Vos contributions seront les bienvenues.

Contact : ayachinews@yahoo.fr



Implacable histoire **Révolution de palais et Royaume républicain**

Par Slemnia Bendaoud

Nombreux sont ces Algériens qui considèrent encore que ce qui se passe actuellement au Qatar, n'est autre qu'une révolution de palais. Ils ont peut-être leur bonne raison d'agir de la sorte, seulement, on a comme l'impression qu'ils se sont tous égarés dans ce grand palais d'un pourtant tout petit royaume.

> Suite pages 12 et 13

Paranoïde

L'amour comme volonté et comme représentation !

Par Sarah Haidar



L'action organisée dimanche dernier au Pont de Telemly suscite autant d'enthousiasme que de railleries et de sermons moralisateurs. Il va sans dire qu'au-delà de son aspect «gnognotte» et de l'imitation assez burlesque qui le caractérise, « Le pont des amoureux», réplique de celui de Paris et d'autres villes européennes, fleure tellement les bons sentiments et le romantisme béat qu'il devient non seulement dénué de toute originalité mais oublieux de cette symbolique néfaste qu'il véhicule : un cadenas pour représenter l'amour.

Il s'agit donc de rendre le sentiment public, visible et urbain, en scellant son cœur à celui de son compagnon, accrocher un cadenas joliment décoré au grillage et jeter la clé ! Ainsi, l'initiative renforce, certes inconsciemment, cette inénarrable définition de l'amour qui sévit chez nous : la possession, l'abolition de la liberté de l'autre et l'illusion d'un sentiment éternel. En cadennassant leurs cœurs publiquement, les jeunes tourtereaux pensent bien faire d'autant plus qu'ils le font dans une ville noyée dans le désamour et la frustration, mais ils ignorent qu'ils se font les porte-paroles d'une des représentations les plus rétrogrades et dégradantes de ce qui devrait être une relation entre deux personnes épanouies, affectivement attachées mais non enchaînées... Ce

qui est donc décrit comme une action progressiste et une célébration de la vie et de la jeunesse (vu qu'elle vise également à remplacer le symbole « suicidaire » du pont par une iconographie de l'amour), ne fait en réalité que reproduire, avec un langage glamour importé et désuet, les inénarrables verrouillages qui ont toujours entouré ce sentiment chez nous, et donner une sorte d'approbation aux « grillages » et garde-fous imposés depuis la nuit des traditions aux amoureux. Mais en écrivant cela, je croisais au hasard des réseaux sociaux une vidéo d'un reportage d'Ennahar TV où il est dit clairement, d'abord par la voix de la journaliste, qu'une telle action serait en contradiction avec la religion, puis par le toxique cheikh Chemseddine (fatwa-man obsédé par la virginité du pays) qui déclare que célébrer l'amour illicite est encore plus grave, aux yeux de la religion, que les suicides dont le Pont de Telemly s'est rendu célèbre !! Lorsque j'ai visionné cette « chose », j'ai naturellement éprouvé le besoin, certes puérile mais irrésistible, de porter tout mon soutien aux cadenas et aux cœurs enchaînés. Cependant, le caractère foncièrement grotesque de ces déclarations ont fini par me persuader que Chemsou et consorts se débrouillent très bien tous seuls pour montrer leur véritable démarche : la défense, ou la réinvention, d'une religion hostile à l'amour et d'une société allergique à toute manifestation de tendresse.

Chemsou et consorts se débrouillent très bien tous seuls pour montrer leur véritable démarche : la défense, ou la réinvention, d'une religion hostile à l'amour et d'une société allergique à toute manifestation de tendresse.

celui qui aborde dans ses jacasseries télévisuelles tous les sujets ridicules et insensés possibles, n'a pourtant jamais exprimé son indignation quant aux viols, crimes de pédophilie et autres agressions sexuelles issues de cette sacrosainte frustration dont il veut maintenir le règne jusqu'au Jugement dernier ! Que dire alors de ces jeunes gens pris en photo hier soir en train de sectionner les cadenas à l'aide d'une pince à métaux, comme pour purifier les lieux de cette infâme trace de l'amour et rendre son honneur à leur ville de haine ! En définitif, il s'agit de dire que le sentiment amoureux doit être vécu et brandi à tous les coins de rues, comme un geste ultime de liberté et de défi à tous les fossoyeurs (religieux ou autres) qui creusent la tombe de ce pays ; sans pour autant verser dans le happening « in » et naïvement superficiel, qui plus est, arborant une représentation tout à fait liberticide et réactionnaire de l'amour, frôlant presque le discours de ses propres détracteurs !



Implacable histoire Révolution de et Royaume r

Le passage de témoin ou du flambeau de la part de cette vieille garde impériale à cette très jeune et vaillante génération royale semble ne pas avoir d'emprise sur leur attention, attendu qu'ils considèrent presque tous que ce n'est que du «zitna fi dguigna»*. Ce qui les pousse donc à occulter volontairement ou manifestement toutes ces grandes luttes pour la succession née ou entretenue à travers l'histoire des nations et continents qui avaient en leur temps ébranlé des dynasties complètes et de nombreuses familles royales bien impériales. Nous ne voulons pour preuve que ce Qatar d'il y a un peu moins de deux décennies, lorsque celui qui s'est désisté aujourd'hui du trône en faveur de son fils s'en était, en effet, bel et bien emparé afin de juste en dessaisir son propre géniteur ! Ce fut donc une de ces histoires les plus drôles de palais royaux dans le monde arabe et musulman et autres dynasties de notre grand univers. Mais avec le temps, on a tendance à oublier cela...

Ils (ces observateurs) font donc dans cet esprit sélectif qui fait ce distinguo entre cette toute puissante démocratie occidentale et cette difficile succession de palais des petits royaumes arabes, divulguant au passage ces grands présidents du vieux continents et ces roitelets du golfe arabe. Au besoin, il y a lieu de rappeler que dans le cas du Qatar, ladite révolution de palais aura au moins eu le mérite de faire rajeunir la dynastie d'une génération ; ce qui pourtant demeure très difficile à réaliser au sein de ces toutes jeunes républiques, toujours aux mains de leur toute vieille gouvernance d'autrefois.

Et l'Algérie en constitue donc cet exemple type ou même parfait. Probablement parce que le successeur à la gouvernance demeure encore impossible à pouvoir choisir parmi le clan des ses prédécesseurs, tous atteints par l'âge de retraite longtemps dépassé dans la chronologie du temps !

Et comme, de nos jours, la gouvernance du pays ne peut parfaitement coller –sinon à tout le moins autant faire se peut s'adapter- à ces mouvances de staff directionnel, propres à ces petits royaumes, le scénario du changement dans la continuité autrefois tout trouvée, ne semble plus convenir à cette nouvelle donne politique, tenant compte de tous les changements apparus au sein de la région depuis 2011 et bien postérieurement.

De nombreux royaumes républicains de la région se sont donc effondrés ou sont, pour leur grande majorité, sur une pente descendante, en phase d'extinction ou de totale disparition, en raison de ces nouvelles lois de la nature humaine qu'impose cette rupture épistémologique due à la nouvelle déclinaison du processus des mutations, entamé le siècle dernier, grâce notamment à la réunification de l'Allemagne et à la disparition du modèle soviétique de gouvernance au profit du pôle unique propre à la mondialisation.

Ces mutations-là sont donc systémiques et entrent toutes dans le cadre du processus des grandes transformations sociétales et humaines, depuis la chute du mur de Berlin ainsi que l'abandon à jamais de l'autre formule de rechange (modèle soviétique) autrefois adoptée en force par de nombreux pays arabes.

En Occident, l'histoire, implacable et inéluctable, s'est donc imposée de droit à tout son monde de l'Europe de l'est. L'Europe unie aura eu à récupérer à son seul profit tous ses



nombreux dividendes et autres prébendes.

Plus au sud de la Méditerranée, ce sont donc ces anciens tyrans, dans leurs costumes de tout nouveaux colons de leur peuple et territoire, remplaçant au pied levé celui qui y officiait autrefois, qui font tous dans la résistance à ce grand processus de métamorphose humaine et surtout organisationnelle de ces entités de populations, rendues grâce au développement rapide des techniques de communication, des plus soudées et très unies autour de leurs revendications et autre projet de société depuis longtemps espéré. La flamme d'El Bouazizi aura su porter cet attendu incendie non pas seulement dans les meubles du temple de Carthage mais aussi plus ou très loin, au sein du continent africain et péninsule arabe, atteignant même ces toutes huppées oligarchies et non moins vieilles monarchies. La contamination aura été véhiculée tantôt à la vitesse express du sirocco, tantôt à celle d'un véritable Mistral. Parfois même les deux courants réunis en un seul souffle, soufflant

par intermittence ou alternativement le chaud et le froid, la peur et le désastre, la frayeur et le désarroi, le frissonnement et l'émoi, l'horreur et l'expectative... En de bien mauvais élèves, les dirigeants des pays arabes ne se sont jamais intéressés à plutôt bien comprendre, encore moins à sérieusement apprendre, la pourtant bien facile et très nécessaire leçon de la démocratie que leur enseigne, par bribes certes, mais dans la continuité, la nature humaine, le temps et les différents événements qui jalonnent de leur imposant poids notre quotidien.

Ils auront su toujours trouver la bonne parade ou comment lui tourner carrément le dos, attendant tous le passage de l'orage ou de la tempête l'accompagnant pour l'occasion, qu'ils jugent tout à fait passagers, complètement amputés de leur incidence sur ce peuple qu'ils dirigent par la menace du feu et du fer, de la mort ou de l'enfer des prisons.

Du royaume, ils n'ont présent à l'esprit que son grand et majestueux palais qui les abrite,

et de la république, ils ne connaissent que cette révolution qu'ils n'avaient pourtant jamais faite, mais dont ils profitent bien seuls de ses nombreux dividendes et acquis indéniabiles propres à toute la nation.

Ils doutent tous fort qu'il y ait une quelconque réelle révolution de quelques véritables républicains, tout comme ils restent tous disposés à ne céder le moindre pouce du territoire de leur grand palais royal qui défie tous les vieux palaces des plus anciens royaumes.

Et même s'ils sont tous nés quelque part dans la steppe ou dans le grand désert du Sahara arabe, ils ont tous appris à mieux vivre, sinon abondamment profiter, du lucre et du faste de ces grands palais royaux de républiques, parfois introuvables au sein des plus anciens royaumes de la planète.

Ils auront toujours confondu la véritable république avec un vrai royaume pour ne ramener l'impact de la révolution qu'aux seules dimensions de leur propre palais. Ils n'en connaissent d'ailleurs que ces révolutions de

e palais républicain



direction de cette ruelle rebelle qu'ils suspectent de leur mener la vie dure, et de tenter de les priver de leur précieux sommeil et nombreux ou incalculables privilèges. Ils croient tous dur comme fer en la puissance de cet «État militaire» ou policier pour certains d'entre eux, le seul capable, à leurs yeux, d'imposer à terme cet État démocratique «sur mesure qu'ils doivent imposer à leur misérable peuple, évitant juste que le pays vienne à parfois manquer de ce pain-alibi, synonyme de leur inévitable chute ; raison pour laquelle ils s'inquiètent beaucoup plus de la profondeur et du niveau de détention du stock de leurs silos de blés plutôt que du réel travail de leurs étendues de terres restées longtemps en jachère. Ils ne cachent cependant pas que leur véritable bourreau n'est autre que cet «État théocratique bien catastrophique que tentent de leur imposer des barbus imbus de leur religion contre ces impies despotes et autocrates qui se considèrent tous comme de parfaits démocrates ?!

De leur grande république, ils en font juste un tout petit royaume, aux soins de leur unique personnalité et toute élargie famille biologique ou politique. Et de la révolution de leur vaste pays, ils ne considèrent au plus haut point où rang élevé que celle qui a lieu au sein de leurs majestueux palais royaux, celle-là même qui nomme et démet ces présidents-rois de ces reliques de républiques chimériques. Depuis leur royaume de république, ils font tout le temps tourner leur monde en bourrique. Comme pratique et usage fréquents de leur politique, ils se réfèrent toujours à ses autres grands héros de la nation, qu'ils veulent singer juste afin de paraître aussi importants et immortels que leurs œuvres où combattent des braves. A vrai dire, la toute petite mue faite en 2013 au sein de la monarchie ou de l'émirat du Qatar doit donc être considérée mieux qu'une «révolution de palais». La raison est bien simple : le legs de l'héritage du trône se réalise dans la parfaite communion entre deux rois (l'ex-roi et l'ancien émir) tous deux encore en vie, annonçant ce tout nécessaire rajeunissement de la gouvernance de l'émirat.

Ce qui peut paraître comme une petite «révolution dans les mœurs des monarchies, attendu que, dans le reste des royaumes, ce changement opéré n'est toujours pas à l'ordre du jour. Encore moins au sein de ces tous autres royaumes de vieilles gardes républicaines !

Céder le flambeau à une toute jeune et éduquée génération aura été le seul résultat concret de ces trémoussements de tourments du Palais-royal, soucieux de lâcher du lest afin de conserver aussi longtemps que possible la couronne royale. Une véritable avancée politique, en quelque sorte ! Surtout qu'en face, au sein de ces républiques familiales où offices claniques despotiques, la frousse du rajeunissement de la gouvernance les hante à tout moment jusqu'à en perdre la raison : celle de gouverner, bien sûr ! Ils ont tous cette peau très sensible à la mue. A mesure que lève cette dernière, ils sont déjà en galère. Ils veulent partir en guerre contre cette nature qui les ride et débride, les use et récuse, les chasse et pourchasse...

S. B.

(*) – Ce n'est que notre huile dans notre propre semoule.



Norvège Victoire d'une droite hétéroclite

Victorieuse des législatives en Norvège, la conservatrice, Erna Solberg, a une tâche ardue devant elle pour former un gouvernement viable avec ses alliés de la droite populiste et du centre droit, dont les vues peuvent être radicalement opposées.

«**T**out le monde a compris qu'ils ne pourront avoir gain de cause sur l'intégralité de leur programme», a déclaré mardi «Erna de fer», appelée à prendre la tête d'un nouveau gouvernement après sa victoire électorale la veille.

«Tout le monde devra négocier. Ce sera donnant-donnant», a ajouté la dirigeante de 52 ans.

Lundi, les quatre partis de droite et de centre droit ont remporté une nette majorité de 96 sièges sur 169 au Parlement, selon des résultats quasi définitifs qui sonnent le glas pour la coalition de centre gauche, victime d'usure du pouvoir après huit ans de règne. Le Premier ministre travailliste, Jens Stoltenberg, a concédé sa défaite tard lundi soir et annoncé qu'il présenterait sa démission après la présentation du projet de budget 2014 le 14 octobre. Erna Solberg, s'ils étaient d'accord pour sortir les sortants, les partis dits «bourgeois» - du centre droit à la droite populiste antiimmigration - ont maintenant un peu plus d'un mois pour tenter de trouver une plateforme de gouvernement viable. Les éditorialistes leur prédisaient un chemin semé d'embûches, tant les désaccords sont importants sur les questions d'immigration, de climat, d'environnement, d'aide au développement ou encore d'utilisation de l'immense manne pétrolière du pays. «On n'a jamais ouvert un œuf Kinder surprise plus palpitant dans l'histoire politique norvégienne», écrivait hier Harald Stanghelle, rédacteur en chef politique du journal de référence Aftenposten, en relevant les différences de vues et de style entre les composantes de la nouvelle majorité. «Le plus dur

reste à faire», renchérisait Hanne Skartveit, la commentatrice du journal populaire Verdens Gang (VG). «Erna Solberg doit unir les points de vue presque inconciliables de partis extrêmement différents». Les populistes du Parti du progrès (FrP) sont paradoxalement parmi les vainqueurs du scrutin, alors que les électeurs les ont relégués de la deuxième à la troisième place, et fait tomber à 29 sièges contre 41 dans le Parlement sortant.

Après avoir été confinés dans l'opposition depuis sa naissance il y a 40 ans, le FrP semble maintenant le partenaire gouvernemental le plus probable pour les conservateurs, force dominante avec leurs 48 sièges. «Je crois que le FrP va avoir beaucoup d'influence (...) C'est le deuxième parti à droite et (...) il ne soutiendra pas un gouvernement sans avoir gain de cause sur une bonne partie de sa politique», a déclaré Johannes Bergh, chercheur à l'Institut de recherches sociales d'Oslo. «On peut s'attendre à ce qu'il s'arcboute sur la question de l'immigration et à ce qu'il réclame un certain resserrement dans ce domaine», a-t-il dit. Le Parti du progrès a un temps accueilli dans ses rangs Anders Behring Breivik, l'extrémiste de droite qui allait tuer 77 personnes le 22 juillet 2011, mais il a nettement condamné l'auteur des attaques. Dès lundi soir, sa chef, Siv Jensen, a promis des «négociations serrées», s'engageant à laisser une «empreinte forte» dans le futur programme de l'exécutif. Avec leurs 19 parlementaires, les deux petits partis de centre droite, les démocrates-chrétiens et les libéraux, sont prêts à soutenir un tel gouvernement, sans nécessairement y participer. Mais ils devront en retour avoir quelques os à ronger. Outre la délicate question de l'immigration, les pommes de discorde comprennent l'ouverture à la prospection pétrolière des eaux baignant l'idyllique archipel des Lofoten dans le Grand Nord, des vues très opposées sur le changement climatique et la proportion des revenus pétroliers que le riche Etat norvégien peut utiliser sans nuire à la compétitivité de l'économie.

Mohamed B.

Après son erreur sur Istanbul
«Chine Nouvelle» est la risée des internautes



François Bougon, Le Monde

C'est un moment de revanche pour les internautes chinois après des semaines de propagande officielle sur la nécessité de combattre les rumeurs et les contre-vérités. L'agence officielle Chine Nouvelle est la cible des critiques dimanche après avoir annoncé, par erreur, qu'Istanbul avait été désignée pour accueillir les Jeux olympiques de 2020. Beaucoup lui réclament non seulement une explication mais aussi des excuses officielles. «Haha, une organisation qui fabrique des rumeurs et qui continue à vanter la lutte anti-rumeurs!» (Un avocat de la province du Gansu, Jiang Yongji)

Le responsable d'un quotidien local, le Changsha soir, qui a dû rappeler des centaines de milliers d'exemplaires de son journal, les détruire puis le réimprimer s'en est également pris à l'agence officielle sur son compte de microblogs. «En tant que fournisseur d'informations, Chine Nouvelle doit donner à ses clients une explication». Son post n'était plus visible quelques heures après, mais les deux unes de son journal - la première donnant Istanbul vainqueur, la deuxième Tokyo - ont été rediffusées à loisir par les internautes. Sur son compte Weibo, l'agence Chine Nouvelle n'a donné aucune explication, mais certains ne se privent pas de laisser des commentaires. Jusqu'à présent, Chine Nouvelle ne s'est pas exprimé, mais est-ce que c'est oui ou non de la diffusion de rumeurs? Si ce n'en est pas, pourquoi les autorités compétentes n'ont-elles pas agi? Hein, sûrement parce que le rédacteur en chef a déjà été arrêté!

Où est donc passé le bon vieux temps du communisme de papa...??? cette douce époque ou le simple fait de douter de la véracité d'une « rumeur officielle » suffisait à vous envoyer au goulag de Mao and Co pour 20 ans... A ce rythme là camarades vous verrez bientôt le peuple chinois exiger que les dirigeants communistes disent la vérité... Quelle horreur... Le peuple est naturellement ingrat... il faut le rééduquer. Intéressant de voir comment l'ouverture économique du pays et l'impossible restriction absolue d'un média comme internet vont être de plus en plus incompatible avec la volonté de contrôle absolue héritée du communisme.



JO 2020

Un revers pour la Turquie

Pierre Vanrie, *Courier International*

L'image que la Turquie a donné d'elle-même ces derniers temps explique le rejet de sa candidature à l'organisation des Jeux Olympiques 2020. C'est l'analyse que livre Semih Idiz dans Taraf : "Les prétentions affichées par le Comité olympique turc lors de sa superbe présentation ne collaient pas aux réalités qui caractérisent la Turquie aujourd'hui".

Que pouvait-on espérer, alors que l'on assiste à nouveau à des manifestations de violence policière sur le campus de l'Université ÖDTÜ à Ankara? Pouvions-nous attendre une décision positive alors que des mesures sont en train d'être prises pour se protéger des effets d'une utilisation éventuelle d'armes chimiques à la frontière avec la Syrie, et alors que les autorités turques se préparent à de possibles attentats sur le sol turc liés à la crise syrienne? Si les milieux proches de l'AKP [Parti pour la Justice et le

développement, au pouvoir], plutôt que d'accuser les manifestants du Parc Gezi [mouvement de protestation en mai et juin 2013 contre le réaménagement du parc pour y construire un centre commercial] d'être manipulés par je ne sais quel lobby obscur, essayaient de mieux comprendre l'image que la Turquie renvoie d'elle-même à l'extérieur, on obtiendrait peut-être des résultats plus positifs". Mehves Evin, dans Milliyet, pointe également les effets néfastes pour l'image de la Turquie des événements du Parc Gezi, assurant que "les forces de l'ordre donnent encore à Istanbul un air de ville assiégée". Mais elle se demande aussi si le problème du dopage n'a pas également joué un rôle dans le rejet de la candidature soubouliote : "La moyenne mondiale des sportifs contrôlés positifs au test anti-dopage est de 1,5 %. Or, en Turquie, cette moyenne s'approche des 15 %, c'est à dire dix fois plus".

Cette affaire est semblable à ce qui se passe avec l'UE

Turan Alkan dans Zaman, quotidien qui exprime un soutien critique à l'égard du gouvernement AKP, tout en refusant de conclure que "décidément, le monde extérieur n'aime pas les Turcs", estime que la décision de ne pas choisir Istanbul est politique : "Que deux tiers des membres du CIO aient voté en faveur de Tokyo a incontestablement une dimension politique et culturelle. Si nous l'avions remporté, notre confiance en nous aurait été renforcée, nous aurions obtenu une sorte de visa de la part de la

communauté internationale. En effet, ce choix n'aurait pas seulement récompensé la Turquie dans sept ans, mais aurait aussi représenté une consécration pour les politiques menées aujourd'hui dans notre pays. Et c'est bien cela qui explique ce qui s'est produit".

"Les forces politiques que l'on retrouve implicitement au sein du CIO ne voient pas nécessairement d'un bon œil que la Turquie franchisse un palier. Il serait naïf d'interpréter autrement le vote du CIO qui n'a pas estimé opportun de renforcer notre moral au moment où nous en avons besoin. Cette affaire est assez semblable à ce qui se passe avec l'Union européenne, à la porte de laquelle on nous fait attendre depuis des décennies. Les maîtres de ce monde considèrent ainsi que la Turquie doit certes faire partie du "système" mais en restant éloignée du "centre de commandement".

Le quotidien pro-gouvernemental Yeni Safak, lui, fait sa une en citant les propos du Premier ministre, qui estime que le rejet de la candidature d'Istanbul est une "décision injuste". De son côté, Muge Iplikçi, dans Vatan, tente de relativiser cette décision, non sans une ironie critique à l'égard du gouvernement : "Il faut voir le bon côté des choses. Les pays qui ont organisé les Jeux olympiques l'ont parfois payé très cher sur le plan économique. Révons un peu. Peut-être qu'avec l'argent prévu pour ces projets olympiques on créera enfin de jolis parcs, des bibliothèques, et que l'on mettra sur pied des festivals culturels plutôt que de construire d'énormes centres commerciaux".

TÉMOIGNAGE

L'imam danois qui a rompu avec l'islamisme

Ahmed Akkai, Politiken

Après avoir été proche des milieux islamistes, Ahmed Akkari, un jeune libano-danois qualifié d'imam par les médias locaux, prend du recul et critique l'influence des religieux qui, selon lui, empoisonnent l'esprit des jeunes. Témoignage.

Un épisode de ma scolarité reste à jamais gravé dans ma mémoire : mon professeur d'histoire au lycée avait posé par terre, sous une table, une boîte d'allumettes à l'effigie de Tordenskjold [héros naval dano-norvégien représenté sur la quasi-totalité des boîtes d'allumettes danoises]. Puis, il nous avait demandé d'observer la boîte depuis nos places respectives. Chacun de nous avait ainsi vu la boîte sous un angle différent et sous une perspective particulière. Cela nous avait amusés cinq minutes. Notre professeur avait ensuite commencé à parler de la personne et du héros Tordenskjold, en nous racontant de quelles manières son histoire avait été utilisée à travers les âges.

J'ai grandi à Thy et à Aalborg [au nord du Danemark]. Jusqu'à l'âge de 16 ans, j'ai été à l'abri des influences qui devaient ultérieurement changer mon destin. A 16 ans, ma vie a en effet pris un autre cours - pour le mieux, ai-je d'abord pensé. J'ai été enrôlé dans une mission islamiste par notre voisin d'une part, qui ne ressemblait absolument pas à un islamiste actif, et par d'habiles recruteurs d'autre part, membres de la mosquée locale de Danmarksgade à Aalborg.

C'est l'idée de la vie idéale, de la délivrance du mal et du contact avec la puissance absolue (Dieu) qui m'a fait accepter, lentement mais sûrement, les influences du milieu islamiste de la communauté. Ce fut le début d'un long périple ponctué de lectures et de rencontres avec de grandes figures du milieu. Mais le discours était une chose, l'action une autre. La transparence, l'inclusion et l'ouverture faisaient défaut, et le mode d'enseignement, d'instruction et d'encadrement était radicalement différent de celui que j'avais connu à l'école danoise.

Les islamistes supposent que chaque mot du Coran est loi

Alors qu'à l'école et au lycée, on apprend à reconnaître et à écouter les arguments, on assistait ici à une transmission de règles et de prescriptions sans aucun esprit critique. Les vérités assénées par les personnes pieuses étaient en réalité l'expression de luttes de pouvoir et de positionnements dans la sphère sociale. Les groupes et assemblées islamistes étaient presque les mêmes partout. J'ai été frappé de constater à quel point ils étaient souvent régis par des intérêts personnels et savaient servir ces derniers à force de manipulations. J'ai vécu l'intolérance à l'égard de ceux qui pensaient autrement, même des coreligionnaires qui ne partageaient pas les



mêmes convictions.

Les islamistes supposent que chaque mot du Coran est loi et que chaque source donnée par Mahomet est la base d'une loi. Cette idée s'est enracinée chez la plupart des musulmans ordinaires, qui ne peuvent donc pas imaginer d'interpréter autrement les textes sans avoir le sentiment d'offenser Dieu et de commettre un sacrilège. On peut croire pendant longtemps qu'on voit la vérité, alors qu'en réalité on ne voit que des idées. C'est un peu comme regarder une boîte d'allumettes depuis une chaise placée dans une grande salle.

J'ai pris conscience de ce phénomène lors de l'été 2011 au Liban, alors que je rendais visite à un ami et directeur d'école libanais. Je trouvais chez lui plusieurs livres intéressants qui, je m'en souvenais, avaient fait grand bruit au Moyen-Orient. L'un d'eux était Critique du discours religieux, écrit par un intellectuel du nom de Nasr Hamed Abou Zeid. Ses arguments lui valurent en son temps d'être condamné comme dissident et apostat.

Tout au long de ma lecture, en confrontant les arguments de l'ouvrage avec le jugement prononcé à l'encontre de Zeid, j'ai constaté un écart considérable entre les propos du livre et la manière dont il avait été attaqué. Cette découverte décisive m'a convaincu que chez les islamistes, l'éducation était fondamentalement mauvaise. Les livres écrits par Zeid constituaient une tentative d'intellectuel pour interpréter une partie des textes essentiels de l'islam à partir d'un fondement moins connu, basé sur des points de vue à la fois philosophiques et spirituels. Cela, l'islam sunnite monopoliste ne pouvait le tolérer !

L'islam doit s'affranchir du pouvoir des islamistes

La préface de l'ouvrage de Zeid que j'ai lu chez mon ami au Liban présente à la fois la critique du livre et le jugement auquel il a donné lieu. Il s'est avéré que le tribunal,

dirigé par un éminent érudit, n'avait même pas lu au-delà de la page 36 des 200 que comptait le livre. Au bout de 36 pages, il avait refermé le livre pour prononcer son jugement introduit par ces mots : "Il nous a été impossible d'en lire davantage". Ceci mit un terme à mon trouble de longue date. Quelque soit le contenu du livre, il était vraiment démesuré de condamner son auteur à l'apostasie. Abou Zeid a été contraint de divorcer et a été déchu de ses droits fondamentaux.

Le véritable problème n'est pas l'islam, mais l'islamisme. Sous toutes ses formes et variantes - sectes, tendances, grands courants ou petites sphères fermées - l'islamisme constitue une réalité conflictuelle dans le contexte de la culture danoise qui se distingue par une éducation libre et critique. Les idées du programme islamiste sont incompatibles avec l'organisation exigée par la société mondialisée, comme nous en sommes témoins en Egypte, en Iran, au Pakistan et comme nous l'avons vu au Soudan et dans les Etats du Golfe. En effet, les courants islamistes manquent de flexibilité et sont trop contrastés. L'islam doit donc s'affranchir du pouvoir des islamistes et s'ouvrir au monde comme une croyance où l'individu peut se reconnaître sans être dans l'action politique.

L'islamisme a fait son apparition en Occident avec le flux de réfugiés venus des pays du tiers monde. Au Danemark, il contribue à infecter l'esprit des jeunes, comme ce fut mon cas. Profondément influencés par la culture du pays d'origine, l'endoctrinement et l'éducation islamistes actuels sont si peu nuancés que des solutions alternatives sont indispensables pour éviter que des individus aussi jeunes en viennent à avoir une conception du monde totalement étrangère à la réalité.

Assécher le terreau des groupes extrémistes

L'école danoise a donc une mission considérable, qu'elle doit remplir de manière habile et ciblée. L'importance cru-

ciale de la flexibilité, de la tolérance et de l'éducation critique doit à cet égard être soulignée. Il convient également de régler la gestion des congrégations et des associations islamiques. Les communes doivent être en droit d'exiger que leurs activités assurent un rapprochement avec les autres contextes éducatifs de la société.

D'autre part, il faut inspecter de plus près les écoles privées de confession musulmane et réglementer l'enseignement, les acquis et les méthodes, encadrer la culture de cohabitation en milieu scolaire et, surtout, soutenir les disciplines humanistes et créatives telles que l'enseignement de la musique et l'instruction religieuse.

L'influence des islamistes les plus radicaux dans l'enseignement engendre des conflits chez différents groupes et individus qui, après une scolarité apparemment normale, entrent soudain en guerre contre la société, comme ce fut mon cas. J'espère que mon récit permettra d'assécher le terreau des groupes extrémistes et de rapprocher davantage la population musulmane de la société danoise.

L'auteur

Ahmed Akkari est né en 1978 au Liban. Avec sa famille, il s'est exilé au Danemark en 1985 quand sa ville natale, Tripoli, a été bombardée. Professeur des écoles, Akkari a obtenu la nationalité danoise en 2005. Il nie avoir été un "imam", comme l'ont surnommé les médias, bien qu'il ait été un activiste politique et un prédicateur religieux. Akkari est surtout connu pour avoir participé à la délégation des imams qui s'est rendu au Moyen-Orient lors de la crise des caricatures danoises en 2005. La délégation cherchait à obtenir du soutien pour condamner les caricatures et à mettre la pression sur le gouvernement danois qui refusait de rencontrer des ambassadeurs des pays musulmans. Akkari a été dénoncé à la police environ 300 fois pour "activités subversives" et activités contraires aux intérêts nationaux. Au mois de juillet 2013, Akkari s'est excusé publiquement sur son action pendant la crise des caricatures.

William Ruto

Le vice-président kényan et son co-accusé, l'animateur de radio Joshua Arap Sang, ont comparu hier devant les juges de la Cour pénale internationale (CPI) à la Haye, aux Pays-bas. Ils sont accusés de crimes contre l'humanité lors des violences post-électorales de 2007-2008 qui ont fait plus d'un millier de morts et plus de 600 000 déplacés.



Ils voulaient financer leur «djihad» en Syrie

Quatre djihadistes-braqueurs interpellés

Âgés de 23 à 34 ans, ces cinq hommes appartiennent à un groupe qui était depuis plusieurs mois sous surveillance de la DCRI.



Quatre hommes soupçonnés d'avoir braqué une enseigne de restauration rapide des Yvelines afin de financer un départ pour la Syrie ont été mis en examen et placés en détention lundi soir, a-t-on indiqué de source judiciaire. Un cinquième homme a été mis en examen et laissé libre sous contrôle judiciaire dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour «vol avec arme et complicité de vol en relation avec une entreprise terroriste» et «association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme». La volonté de partir pour la Syrie est «établie formellement» pour l'un des braqueurs présumés, considéré comme le leader, selon une source proche du

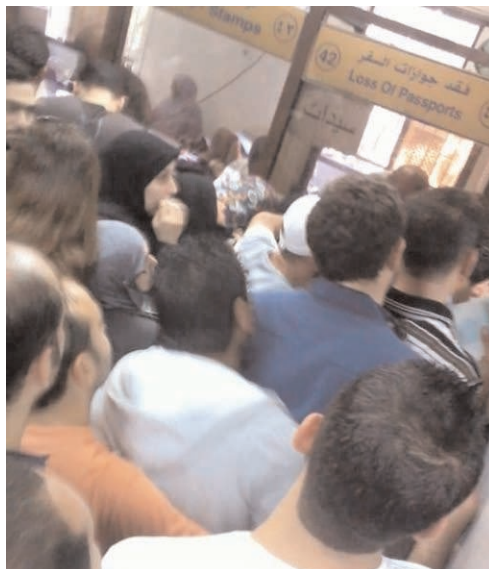
dossier. Il a reconnu cette volonté de départ lors de sa garde à vue, a ajouté une autre source. Âgés de 23 à 34 ans, ces cinq hommes, dont deux frères, appartiennent à un groupe qui était depuis plusieurs mois sous surveillance de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) et de la direction du renseignement de la préfecture de police de Paris (DRPP). Une partie des membres de ce «groupe autoradicalisé» sont des convertis à l'islam, selon la source proche du dossier. Ils avaient notamment été repérés lors de manifestations anti-américaines à proximité de l'ambassade des États-Unis à Paris en 2012, avaient indiqué des sources policières après les interpellations. Ils participaient également «à

des entraînements collectifs» dans le sud de Paris. Les quatre hommes écroués sont soupçonnés d'avoir participé au braquage d'un restaurant Quick, à Coignières dans les Yvelines, le 4 septembre, pour un préjudice total de 2 500 euros, selon une source judiciaire. Lors des perquisitions, les enquêteurs ont retrouvé un total quelque 4 000 euros en liquide. Les quatre premières interpellations se sont déroulées dès le lendemain du braquage, à Paris, dans les Yvelines et le Val-de-Marne. Identifié après les premières auditions de ses complices présumés, un cinquième homme a été arrêté ce week-end à Chateauroux (Inde) : il a été verbalisé pour défaut de billet dans le train entre cette ville et Paris.

Egypte

Le sentiment «anti-syrien» inquiète les ONG

Les organismes de défense des droits de l'homme s'inquiètent de la montée d'un sentiment anti-syrien en Egypte depuis le coup d'Etat du 3 juillet. Accusés d'être des pro-Morsi, les réfugiés syriens doivent désormais obtenir un visa pour entrer sur le territoire égyptien et sont victimes d'arrestations, comme en témoigne la vidéo mise en ligne par l'association Aazer. Face à cette situation, une pétition contre le harcèlement des Syriens d'Egypte a été mise en ligne. Les militants d'Aazer condamnent la campagne médiatique en Egypte menée contre les Syriens : «Les enfants syriens sont arrêtés et les étudiants ne savent pas s'ils vont être autorisés dans les écoles cette année. En outre, des centaines sont refoulés dans les aéroports», explique l'association Aazer, qui signifie en arabe « Aller en aide aux personnes». L'organisme qui se définit comme un mouvement altruiste pour venir



en aide aux gens dans les zones de conflit a mis en ligne une pétition contre le harcèlement dont sont victimes les Syriens en Egypte : «Les autorités égyptiennes doivent immédiatement cesser d'utiliser les civils syriens comme des pions dans la politique intérieure de l'Egypte» clament les activistes. Ces nouvelles restrictions d'accès sur le territoire égyptien suscitent l'inquiétude de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, qui a récemment dénoncé un sentiment anti-syrien croissant en Egypte. L'Agence dénonce notamment des «propos xénophobes», des «attaques verbales contre les Syriens», ainsi que des déclarations troublantes véhiculées dans les médias. En juillet dernier, le porte-parole de l'Agence des Nations unies avait appelé le gouvernement égyptien à accepter sur son territoire les femmes, les enfants et les personnes âgées, sans restrictions en matière de visas. R.I

Turquie

Un manifestant âgé de 22 ans a été tué lundi soir dans le sud de la Turquie lors d'affrontements avec la police, ont rapporté hier les médias. Le jeune homme, Ahmet Atakan, touché à la tête par une grenade lacrymogène faisait partie d'un groupe rassemblé à Antakya à la mémoire de l'une des victimes de la fronde antigouvernementale de juin dernier, précise l'agence de presse Dogan. Les manifestants au nombre d'environ 150 se sont heurtés à la police anti-émeutes qui a fait usage de gaz lacrymogènes. Blessé par un projectile contenant du gaz, l'homme est décédé à l'hôpital. Antakya, située à proximité de la frontière syrienne, est l'une des villes de Turquie où ont eu lieu des manifestations antigouvernementales pendant l'été.

Norvège

Après huit années passées dans l'opposition, les conservateurs norvégiens ont remporté lundi les élections législatives sur la promesse de baisser les impôts et d'améliorer le système de santé, mais se préparaient mardi à des négociations difficiles avec un parti populiste qui veut réduire l'immigration. Dirigés par Erna Solberg, 52 ans, une ancienne scout qui a surmonté sa dyslexie, les conservateurs ont promis de diversifier une économie très dépendante du pétrole. Ils prévoient une série de privatisations et de réduire les impôts. Les trois premiers postes du gouvernement devraient être occupés par des femmes.

Mali

Le président malien, Ibrahim Boubacar Keita, a annoncé la tenue prochaine d'assises nationales au Nord, rapporte RFI. Ces assises ont pour but de permettre le règlement définitif des rébellions récurrentes dans cette partie du pays depuis son indépendance. Aucune date n'a pour le moment été fournie par la Présidence. Pour cela, un ministère a été créé, celui de la Réconciliation nationale et du Développement des régions du Nord. A sa tête, Cheick Oumar Diarrah, un proche du président Ibrahim Boubacar Keita, ancien ambassadeur à Washington.

Libye

Les Russes annoncent leur retour

Les compagnies russes sont prêtes à reprendre leur travail en Libye, a déclaré, hier, à Moscou le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'issue de négociations avec son homologue libyen Mohamed Abdel Aziz.



« Nous avons examiné plusieurs projets concrets qu'un nombre de sociétés russes sont prêts à reprendre ou à lancer en Libye », a fait savoir le chef de la diplomatie russe. Selon M. Lavrov, les deux parties ont également convenu de relancer « le plus vite possible » le travail de la commission intergouvernementale russo-libyenne pour la coopération économique, scientifique et technique, ainsi que de stimuler les activités du conseil d'affaires russo-libyen. Les nouveaux dirigeants libyens arrivés au pouvoir suite à la chute du régime de Mouammar Kadhafi ont reconnu tous les contrats antérieurement

signés avec la Russie et ont invité les compagnies russes à revenir dans ce pays nord-africain en décembre 2011. En mai 2012, la Russie a levé l'embargo sur les opérations financières, le pétrole et les armes imposé à la Libye, ainsi que les restrictions imposées sur les opérations financières avec la National Oil Corporation (NOC), la Banque centrale et la Banque étrangère de Libye.

Relance des contrats d'armement

Fin mai, un représentant des nouvelles autorités libyennes s'est adressé aux dirigeants de Russie

avec une proposition de renouvellement des contrats d'achat d'armements de fabrication russe, avait annoncé à Amman le chef du holding russe de hautes technologies, Rostec Sergueï Tchemezov. « Le représentant des nouvelles autorités libyennes m'a demandé de transmettre une lettre à notre président. Ils (les Libyens, Ndlr) voudraient faire des acquisitions et enverront sans doute une délégation (à Moscou, Ndlr). On en discutera », a dit M. Tchemezov. Le patron de Rostec a déclaré que le représentant libyen l'avait contacté lors d'une cérémonie d'inauguration en Jordanie d'une usine d'assemblage de lance-roquettes russes RPG-32 Hashim. B.M

Corruption au Maroc

Un Espagnol témoigne

« La justice au Maroc n'existe pas, c'est la corruption qui existe », affirme Antonio López au journal *El Faro*. C'est un quinquagénaire meurtri qui raconte son « calvaire » dans la prison de Tanger. Arrêté pour trafic de drogue fin 2012, Antonio López, avait longtemps clamé son innocence avant que son accusateur ne reconnaisse devant le juge qu'il n'est qu'une innocente victime. Voici son histoire. Après la fin de son service militaire, Antonio López, 56 ans, est devenu camionneur. Il y a quelques mois, l'entreprise pour laquelle il travaillait l'a chargé de transporter des machines pour un constructeur marocain à Tanger. Une mission qui lui avait semblé douteuse, dit-il, estimant que rien n'était clair. Il l'a signifié à son patron, car il avait l'expérience dans ce domaine, pour avoir travaillé avec des sociétés qui



le faisaient voyager en Europe.

Son patron insistera cependant pour qu'il fasse le déplacement, lui disant qu'il devait également y rencontrer quelqu'un dans le but

d'étendre le marché de l'entreprise. M. Lopez accepte. A son arrivée au port de Tanger, il présente son passeport pour les formalités, mais à sa grande surprise, il ne reçoit pas le tampon d'entrée. Directement, l'homme est conduit au commissariat, sans aucune explication. « Jamais de ma vie, je n'ai jamais été dans une prison ou dans un tribunal, souligne le quinquagénaire. Finalement ils m'ont pris une déclaration et m'ont dit que j'étais accusé d'être le chef d'une bande internationale de trafic de drogue. J'ai nié ». Sur ce, les policiers lui ont proposé de leur verser 100 000 euros pour retrouver sa liberté. « Je n'avais pas d'argent, et même si je l'avais, je ne leur aurais rien donné, car ça aurait été une participation à toute cette corruption », affirme-t-il outré. Immédiatement, il a contacté le consulat espagnol dont il n'a pu obtenir aucune aide.

Nouadhibou Des camions marocains bloqués



Une file indienne de camions acheminant des produits maraichers en provenance du Maroc peine à traverser la frontière mauritanienne. Ils restent bloqués depuis près de deux jours, au passage douanier PK 55 de Nouadhibou. Les camionneurs marocains sont surplombés par l'information qu'une taxe à hauteur de deux cent mille ouguiyas devrait être versée à la douane pour chaque camion pour défaut d'avoir rempli une formalité appelée du NIF (numéro d'identification

fiscale), . Cette taxation qui se monte entre 100 et 200 000 UM suivant l'importance de la cargaison est applicable à certaines opérations d'importation depuis quelque temps et s'inscrit dans la droite ligne de la lutte contre l'évasion fiscale. Ce blocage imprévu a donné un confortable prétexte aux spéculateurs de revoir à la hausse certains produits entrant dans le panier de la ménagère qui n'a pas manqué de se faire sentir à Nouadhibou comme à Nouakchott.

Hausse des prix du carburant au Maroc

Al-Adl en fait sa première bataille politique

Le principal groupe islamiste d'opposition au Maroc, le mouvement Al-Adl wa El-Ihsane, non encore agréé, a appelé lundi les partis de gauche à s'associer à sa campagne de protestation contre la hausse des prix de l'énergie programmée par le gouvernement. Les autorités marocaines, suivant les recommandations du Fonds monétaire international (FMI), veulent réduire les subventions sur le carburant et rapprocher les prix de l'énergie des

normes du marché international en les révisant deux fois par mois. Le Mouvement justice et spiritualité, dans un communiqué sur son site internet, souhaite la formation d'un « large front » au-delà des clivages politiques pour combattre ces réformes. Le FMI a approuvé une ligne de crédit de 6,3 milliards de dollars au Maroc sur deux ans, tout en exhortant Rabat à réformer le système de soutien des prix et celui des retraites.

Tunisie

Des députés abandonnent la grève de la faim



Lors d'une conférence de presse tenue lundi soir, les députés retirés de l'Assemblée nationale constituante ont annoncé que la grève de la faim que certains d'entre eux ont programmée, a été reportée suite à la demande des organisations parrainant le dialogue national. Les députés ont précisé, par ailleurs, ne pas lâcher prise et qu'ils insistent

sur l'importance de leurs revendications fustigeant le revirement de position de Mustapha Ben Jâafer. Ils ont boycotté une séance de l'ANC hier, refusant tout compromis. Pour rappel, Noomen Fehri, Abdelaziz Kotti, Foued Thameur et Mohamed Néjib K'hila ont décidé ce lundi d'observer une grève de la faim.

Clubs professionnels Ouverture des capitaux aux nationaux et aux étrangers

Les clubs professionnels algériens sont appelés à accepter l'ouverture de leurs capitaux aux investisseurs nationaux ou étrangers afin d'augmenter les ressources de leurs sociétés et garantir leur viabilité, selon la nouvelle loi 13-05 relative à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives. L'article 81 de cette loi sur le sport, adoptée le 19 juin dernier par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et publiée au Journal officiel N° 39, indique que «les sociétés étrangères peuvent être actionnaires ou associées d'un club sportif professionnel conformément à la législation en vigueur». Quant à l'ouverture des capitaux, il est mentionné dans l'article 84 que «sous réserve de la législation en vigueur et en cas d'augmentation du capital social des sociétés sportives commerciales (...) soit par émission de nouvelles actions ou de parts sociales, soit par augmentation de la valeur des actions ou des parts sociales, les assemblées générales d'actionnaires ou d'associés des sociétés (professionnelles, NDLR) doivent accepter toutes nouvelles souscriptions émanant de personnes physiques ou morales de nationalité algérienne ou étrangère afin d'augmenter les ressources de ces sociétés et garantir leur viabilité». Par ailleurs, l'Etat algérien affirme qu'il «encourage par des mesures incitatives et d'accompagnement, tout club sportif professionnel dûment constitué qui crée un centre de formation des jeunes talents sportifs conformément aux lois et règlements en vigueur», selon l'article 80 des «structures d'organisation et d'animation sportives». L'article 83 évoque, lui, le cas où le club sportif amateur détient le capital social de la société sportive unipersonnelle à responsabilité limitée, précisant que l'«ensemble des bénéfices réalisés par ladite société est affecté à la constitution d'un fonds de réserves».

Frank Lampard Le joueur fêtera sa 100^e sélection en Ukraine

Frank Lampard, 35 ans, fêtera sa 100^e sélection en équipe d'Angleterre en débutant le match des qualifications pour le Mondial-2014 (GrH) mardi en Ukraine, a indiqué son sélectionneur Roy Hodgson. «Il jouera demain soir (...) Sauf imprévu, Frank sera au coup d'envoi», a dit Hodgson en conférence de presse. Lampard, milieu emblématique de Chelsea, sera le troisième joueur à atteindre les 100 sélections sous la direction de Hodgson, a souligné celui-ci: «C'est une première, d'avoir trois joueurs qui jouent leur centième match pour l'Angleterre pendant que je suis sélectionneur. J'en suis très fier». Hodgson ne compte pas apporter de changement à l'équipe qui a pris la tête du groupe H des qualifications européennes - à égalité avec le Monténégro qui compte un match de plus - en battant la Moldavie 4-0 vendredi à Wembley, à l'exception toutefois de son attaquant Danny Welbeck, suspendu.

Coupe du monde 2014

L'Allemagne et l'Italie à un pas de la qualification

Le casting de la Coupe du monde ne saurait être complet sans l'Italie et l'Allemagne en phase finale, et les deux nations pourraient s'assurer leur présence au Brésil l'an prochain avec une victoire mardi.

L'Italie, quadruple championne du monde, sera qualifiée en cas de succès sur la République tchèque à Turin. L'Allemagne, qui vise une 16^e participation consécutive, devra s'imposer sur les Iles Féroé et espérer que la Suède ne batte pas le Kazakhstan. Les Pays-Bas seront, eux, assurés de finir en tête du groupe D s'ils gagnent à Andorre et que la Roumanie ne bat pas la Turquie. Pour les autres grosses cylindrées du football européen, la tâche s'annonce moins aisée. L'Angleterre sera sur ses gardes en Ukraine bien qu'elle occupe la tête du groupe H après une victoire (4-0) sur la Moldavie vendredi. L'Ukraine s'est échauffée avec une victoire (9-0) sur Saint-Marin et ne compte qu'un point de retard. «Ce sera un gros match contre l'Ukraine, mais nous n'avons rien à craindre et nous pouvons y aller en confiance», a prédit le capitaine Steven Gerrard. «Nous devons croire en nous.» L'Angleterre est en tout cas mieux placée que la France, qui avec trois points de retard n'a plus d'espoir de déloger l'Espagne de la première place du groupe I après son match nul 0-0 en Géorgie. Les Bleus doivent impérativement s'imposer en



Biélorussie pour au moins assurer une place en barrages. La Suisse a manqué une belle occasion de prendre le large après avoir concédé le nul (4-4) à domicile vendredi face à l'Islande et pourrait se trouver en danger en Norvège, deuxième du groupe E. Une victoire à Oslo avec un match nul entre l'Islande et l'Albanie ne suffiraient pas à assurer à la Suisse une présence au Brésil. La Russie, qualifiée

automatiquement pour le Mondial 2018 qu'elle organisera, peut ravir au Portugal la pole position dans le groupe F en cas de victoire à domicile contre Israël. L'Italie est réputée pour ses succès dans les phases qualificatives, elle qui n'a manqué que deux des 19 éditions du tournoi.

Ce fut encore le cas vendredi avec une victoire (1-0) sur la Bulgarie, sur qui elle compte sept points d'avance en tête du groupe

B, avant la réception des Tchèques, battus chez eux par l'Arménie (2-1). Pour autant, le sélectionneur italien, Cesare Prandelli, ne veut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. «Nous sommes à une marche de la Coupe du monde mais, en ce moment, tout est rendu compliqué par notre condition physique qui n'est pas optimale. On va tenter de récupérer au mieux», a-t-il dit. **R. S.**

Les Africains au Mondial

Les «habitués» présents en force aux barrages



Les matchs barrages (zone Afrique) du dernier tour des éliminatoires de la Coupe du monde de football (Brésil-2014) se dérouleront en octobre (aller) et novembre (retour), en présence de dix sélections dont

Nigeria avec quatre participations (1994, 1998, 2002, 2010) et de l'Algérie, avec trois participations (1982, 1986, 2010). La Côte d'Ivoire (2006, 2010), l'Egypte (1934, 1990) et le Ghana (2006, 2010), comptent chacun deux présences dans le plus grand rendez-vous du football mondial.

Le Sénégal compte une participation, en 2002, à son palmarès. Parmi les barragistes, seuls le Burkina Faso, l'Ethiopie et le Cap-Vert n'ont encore jamais participé à une phase finale de Coupe du monde. Le tour de barrages déterminera les cinq qualifiés du continent africain à l'issue des cinq matches (aller-retour) qui auront lieu du 11 au 15 octobre et du 15 au 19 novembre prochains. Le tirage au sort des barrages est prévu le 16 septembre 2013 au Caire, en Egypte. Les têtes de série seront déterminées à partir du classement FIFA qui sera publié le 12 septembre prochain.

Les gens

Mohamed Tahmi



Le ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Tahmi, a déclaré à Guelma que son département ciblera, dans le cadre du prochain programme quinquennal, les daïras du pays qui bénéficieront d'une salle omnisports (OMS), d'une piscine et de pistes d'athlétisme. Le ministre a ajouté, dans ce contexte, en marge de son inspection du chantier de réalisation d'un stade de football dans la commune d'Oued Zenati, que son département, qui a aujourd'hui une «vision claire» des besoins de chaque daïra en matière d'infrastructures sportives, oeuvrera à «renforcer les acquis du secteur de la jeunesse et des sports». Affirmant que les efforts de son département se concentrent actuellement sur l'achèvement des projets programmés dans le cadre du quinquennat 2010-2014, M. Tahmi a révélé que pas moins de 5 000 infrastructures sportives et de jeunesse ont été inscrites pour, a-t-il souligné, «garantir aux jeunes une pratique sportive dans les différentes disciplines et des activités de loisirs saines».

Accusé de concurrence déloyale

Google propose une solution à Bruxelles

Le géant d'internet Google a fait à la Commission européenne de nouvelles propositions de remèdes pour mettre fin aux entraves à la concurrence dont il est accusé, ce qui pourrait conduire à clore le dossier si elles sont jugées satisfaisantes, a indiqué lundi la Commission à l'AFP.



« La Commission a reçu de nouvelles propositions de Google dans le contexte de son enquête pour entrave à la concurrence, et est en train de les analyser », a déclaré un de ses porte-parole, Jonathan Todd. « Si la Commission considère ces propositions comme étant satisfaisantes, une solution à l'amiable pourrait intervenir dans les prochains mois », a-t-il ajouté. « Notre proposition (de remèdes) couvre les quatre domaines de préoccupation de la Commission », a indiqué de son côté un porte-parole

de Google, Al Verney, refusant d'en divulguer les détails. « Nous continuons de travailler avec la Commission pour clore ce dossier », a-t-il ajouté. Google est soupçonné par la Commission de biaiser la concurrence sur les marchés de la recherche et de la publicité en mettant notamment en avant ses propres services au détriment des moteurs de recherche spécialisés, par exemple dans les restaurants ou la géolocalisation. La Commission européenne a déjà testé sur le marché, de fin avril à fin juin, des remèdes proposés par

Google. Parmi ceux-ci, le géant américain proposait de labelliser les liens vers ses propres services de recherche spécialisés lorsque ceux-ci font l'objet d'un traitement préférentiel de sa part, afin que les utilisateurs puissent faire leur choix en connaissance de cause. Mais ces remèdes n'ont pas satisfait la plupart de ses concurrents, qui l'ont fait savoir à la Commission. Le commissaire chargé de la Concurrence, Joaquín Almunia, a alors écrit en juillet au patron de Google, Eric Schmidt, pour lui demander de les améliorer.

Prévu pour le 23 septembre

Microsoft dévoilera une nouvelle tablette



Le géant de l'informatique Microsoft a annoncé hier l'organisation d'un événement le 23 septembre où il devrait dévoiler une nouvelle version de sa tablette « Surface » afin de défier l'iPad et ses

rivales fonctionnant sous Android.

L'invitation lancée par le groupe américain précise simplement que l'événement aura lieu à New York et qu'il concerne la Surface, sa tablette tactile qui peine à trouver son public

depuis son lancement en 2012. Affaibli notamment par ce relatif échec, le patron de Microsoft Steve Ballmer a annoncé fin août son départ de l'entreprise d'ici un an. Début août, Microsoft avait dû annoncer une baisse de 100 dollars du prix des versions haut de gamme de sa tablette, à 799 ou 899 dollars selon la capacité de mémoire. En juillet, le groupe avait déjà baissé de 30% le prix de la version entrée de gamme suite à des ventes mitigées: il était tombé de 499 à 349 dollars. La mesure s'était traduite par une lourde charge de dépréciation de 900 millions de dollars dans les comptes du quatrième trimestre de l'exercice 2012/13 du groupe (clos fin juin). Selon le cabinet de recherche IDC, seulement 900 000 Surface ont été vendues au premier trimestre et 300 000 au deuxième alors qu'Apple a écoulé sur les mêmes périodes respectivement 19,5 et 14,6 millions d'iPad.

Les gens

Carl Icahn



Le milliardaire américain a annoncé hier qu'il renonçait à combattre le plan de reprise du fabricant informatique américain Dell par son patron et cofondateur Michael Dell. Même s'il « s'oppose toujours à ce plan », l'investisseur, connu pour ses combats boursiers avec les dirigeants d'entreprises qu'il estime mal gérées, dit

dans un communiqué avoir « conclu qu'il serait presque impossible de gagner la bataille » pour s'opposer au plan de rachat et de sortie de la cote de Michael Dell, associé au fonds d'investissement Silver Lake. Ce plan doit être soumis au vote des actionnaires le 12 septembre.

Jeux vidéo

Trois mois de retard pour la PS4



Le géant japonais de l'électronique Sony a indiqué lundi que sa nouvelle console de salon Playstation 4 (PS4) ne serait disponible au Japon que fin février 2014, alors qu'elle sera vendue en novembre en Europe et aux Etats-Unis comme annoncé précédemment. « Excusez-

nous de vous faire attendre », a déclaré le patron de la filiale de jeux de Sony en Asie, Hiroshi Kawano, qui justifie ce retard décevant pour les Japonais par la volonté de lancer simultanément de nombreux titres attractifs qui ne seront pas prêts avant en version nipponne.

Arabie saoudite

La propagande « terroriste » sur Internet interdite



L'Arabie saoudite a annoncé avant-hier qu'elle allait désormais criminaliser la diffusion sur Internet d'informations sur des groupes « terroristes », conformément à une décision des monarchies du Golfe prise l'an dernier. Selon l'agence officielle SPA, le Conseil des ministres saoudien a approuvé « la législation unifiée de lutte contre la cybercriminalité »,

approuvée au dernier sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en décembre à Manama. Ce document criminalise ceux qui « créent des sites ou publient des informations sur Internet ou un support informatique au profit d'un groupe terroriste afin de faciliter les contacts de sa direction ou de ses membres, promouvoir ses idées ou son financement », précise l'agence.

S E L E C T I O N

C'est pas du jeu

Ce soir sur Canal+



Pendant six mois, Alice Langlois et Pascal Auffray ont observé la cour de récréation d'une école maternelle du XVI^e arrondissement de Paris. Une centaine d'enfants, âgés de 3 à 5 ans, fréquentent l'établissement chaque jour de la semaine. Leur préoccupation principale ? Le jeu. Déjouer, passe-temps ou rituel, le jeu participe à la construction de l'enfant. Il lui permet notamment d'apprendre les règles de vie en société, de savoir comment s'intégrer à un groupe d'amis et de déterminer quelle place il souhaite tenir au sein d'une communauté. Ainsi, les réalisateurs ont observé et filmé le coeur de la cour de récréation.

Mona Lisa Smile

Ce soir sur MBC2



En 1953, Katherine Watson, une jeune femme libre d'esprit, fraîchement diplômée de l'université de Berkeley, intègre la prestigieuse école pour filles de Wellesley pour enseigner l'histoire de l'art. Déterminée à affronter les moeurs dépassées de la société et de l'institution, elle va insufler à ses étudiantes, dont Betty et Joan, l'envie de se dépasser et d'avoir le courage de mener l'existence qu'elles souhaitent réellement vivre.

Les gens

Michel Denisot



Dans C à vous ce lundi, Michel Denisot a répondu aux questions d'Anne-Sophie Lapix. Au menu sans surprises, Le Grand Journal, Touche pas à mon poste, Antoine de Caunes et bien évidemment son nouveau projet Vanity Fair. A la question d'Anne-Sophie Lapix : «Si vous aviez été Rodolphe Belmer, auriez-vous mis TPMP juste en face du Grand Journal», Michel Denisot a répondu de cette façon : "Il faut arrêter de comparer Le Grand Journal, C à vous et Touche pas à mon poste. C'est très différent quoi... Touche pas à mon poste c'est comme si on comparait, et ça n'a rien de péjoratif, Rire et Chansons et France Inter.»

Esprits criminels

Ce soir sur TF1



L'arrivée d'Alex Blake, professeur de linguistique à l'université, comble l'absence de Prentiss dans l'équipe. La première enquête de la nouvelle équipe se déroule à Abilene, au Texas. Don

Dell, tueur en série muet surnommé «le Silencieux» condamné à la perpétuité, s'est évadé pendant son transfert vers un hôpital, profitant d'un accident. Tandis que le chauffeur a été tué pendant l'accident, Dell a tué son garde avant de lui coudre la bouche, la marque très reconnaissable d'un tueur en série, «le Silencieux», qui n'avait pas agi depuis 2004. Dell est-il ce meurtrier qui avait terrorisé la région ?...

Cash Investigation

Ce soir sur France2



Le football, sport le plus populaire au monde, est un marché des plus lucratifs. Dans l'économie française, il engendre cinq milliards d'euros de chiffre d'affaires, et jusqu'à 400 milliards d'euros par an au niveau mondial. Pendant

la période des transferts, les échanges de joueurs entre grands clubs se chiffrent en millions. Dans l'ombre, les agents de joueurs, des personnages plus discrets, empochent des commissions, sans réel contrôle. Quel rôle ces nouveaux acteurs du football jouent-ils exactement ? Quels sont leur intérêts et que sont-ils prêts à faire pour les satisfaire ? Pendant un an, Martin Boudot et l'équipe de «Cash investigation» ont enquêté dans les coulisses du marché du football.

Syrie, le crépuscule des Assad

Ce soir sur Arte



Ce soir sur Arte La crucifixion Fasciné par le «Piss Christ» de l'artiste américain Andres Serrano, un crucifix plongé dans l'urine qui fait scandale depuis plus d'un quart de siècle, Olivier Besse s'est intéressé aux multiples

représentations de la crucifixion. De New York à Avignon ou Rome, cette quête tente de démêler les relations passionnelles entre religion et art. La parole est donnée à de nombreux artistes contemporains, tandis que des historiens de l'art reviennent sur les polémiques entourant ce symbole à la fois vénéré, démythifié et accommodé de toutes les manières, au point qu'aujourd'hui, il échappe en partie au monde judéo-chrétien.

algerienews

28, rue Ahmed Boualem Khalfi
ex-Burdeau, Alger centre
Quotidien d'informations générales
Edité par EURL Express News au
capital de 100.000 DA
RC : 0962805B03
Siège social : Maison de la Presse
Tahar Djaout, 1 rue Bachir Attar, Place
du Premier Mai, Alger...

**MANAGER GENERAL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**
Hamida Ayachi

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Chabi Yacine

**SECRETAIRE GENERAL DE LA
RÉDACTION**
Massinissa Boudaoud

MAIL
redactionnews@yahoo.fr

REDACTION
Tél : 021 637 018

SITE
www.algerienews.info

REDACTION EN CHEF
Tél/Fax : 021 637 016

ADMINISTRATION
Tél : 021 663 880
Fax : 021 663 879

PUBLICITÉ/MARKETING
Tél / Fax : 021 663 693
ANEP : 1, av. Pasteur, Alger.
Tél : 021 737 678 / 021 737 128
Fax : 021 739 559

IMPRESSION
Centre SIA

DIFFUSION
Express News
Tél/Fax : 021 298 300

Les manuscrits, photos et tous autres documents
transmis à la rédaction, non publiés ne sont pas
rendus et ne peuvent faire l'objet de quelque
réclamation.
Copyright : La reproduction de tout article est
interdite sans l'accord de l'Administration.



De l'info pertinente
 Des analyses objectives
 Des chroniques acerbes
 Des dossiers instructifs



www.algerienews.info



Rachid Bouchareb :

«Porter un regard sur l'islamophobie»

« Enemy way », c'est le titre du dernier film du cinéaste algérien Rachid Bouchareb, dont la sortie est prévue en avant-première mondiale, en début d'année 2014 à Alger, a-t-il annoncé lors d'un point de presse hier à la Villa Abdelatif.



« Enemy way » (la voie de l'ennemi) est une coproduction américano franco-algérienne dont le tournage s'est achevé début juillet au Nouveau-Mexique. Le film coécrit par Rachid Bouchareb, Yasmina Khadra et Olivier Lorelle, et dont le casting est pour le moins prestigieux, raconte l'histoire d'un Afro-américain campé par Forest Whitaker (dont on se souvient de la prestation magistrale dans « Le dernier roi d'Écosse ») qui s'est converti à l'Islam en prison, essaie de se réintégrer à l'aide de son agent de probation (Luis Guzmán) mais devra affronter le désir de vengeance d'un sheriff (Harvey Keitel) qui veut lui faire payer cher la mort de son coéquipier vingt ans plus tôt.

En toile de fond, l'islamophobie sur laquelle Bouchareb dit vouloir offrir une vision personnelle, venue de l'autre camp, afin de contribuer à donner une autre version et contrebalancer « le monopole d'images détenu par l'autre côté » (allusion faite au traitement de cette question dans les productions cinématographiques hollywoodiennes). « The enemy way », financé en partie par l'Agence algérienne pour le

rayonnement culturel (AARC), sera donc un film policier proche, selon le réalisateur, de « La poursuite impitoyable » d'Arthur Penn. L'avant-première, dont la date exacte n'est pas encore fixée, se tiendra en tout cas en début de l'année 2014 à Alger, en présence de Whitaker et Keitel qui « ont confirmé leur présence », a déclaré Rachid Bouchareb. Sur l'absence du moindre élément algérien dans son film, il soulignera que « c'est la première fois que dans l'un de mes films ne figurent pas des acteurs algériens, car le scénario et l'histoire n'incluent pas de personnages algériens ». Par ailleurs, le cinéaste a brièvement parlé de ses projets de tournage, qui verront la pérennisation de la collaboration avec l'écrivain Yasmina Khadra qui écrira pour lui le scénario de son prochain film dont le tournage commencera l'année prochaine à Cuba. Bouchareb déclare être attiré par l'écriture « très cinématographique » du romancier et n'exclut pas d'autres projets en commun. Interrogé sur les retombées de la polémique cannoise sur son avant-dernier film « Hors-la-loi », le réalisateur dira que cette polémique a considérablement boosté la renommée du film, nommé plus tard aux Oscars,

et attiré les stars hollywoodiennes vers ses films. Citons Sienna Miller dans son téléfilm « Just like a woman » et, aujourd'hui, Harvey Keitel et Forest Whitaker. Par ailleurs, Bouchareb rappelle que tous ses films, qu'ils soient financés ou non par l'Algérie, représentent son pays dans les manifestations internationales. Et d'ajouter : « lorsque je bénéficie du soutien de l'Algérie, cela me donne plus de liberté dans mes films car le système de financement français ou hollywoodien est assez complexe et limite la liberté dans le choix et le traitement des thématiques ». Enfin, un des projets encore embryonnaire du prolifique cinéaste, « est une saga s'étendant de 1910 jusqu'aux années 2000 et qui nécessitera un gros budget, frôlant les 40 millions de dollars ». Sur un autre volet, M. Mustapha Ourif, directeur de l'AARC, a déclaré que le statut de coproducteur de l'agence s'est imposé du fait que la promotion et la diffusion ne peuvent se faire sans coproduction « afin de pouvoir fixer les conditions d'une bonne diffusion et être certains de présenter des produits algériens dans les manifestations internationales ».

S. H.

AGENDA CULTUREL

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Jeudi 12 septembre à 19h : Ouverture du 5e Festival international de musique symphonique avec un concert de l'Orchestre national algérien et de l'Orchestre tchèque, sous la direction de Hassan Larbi.

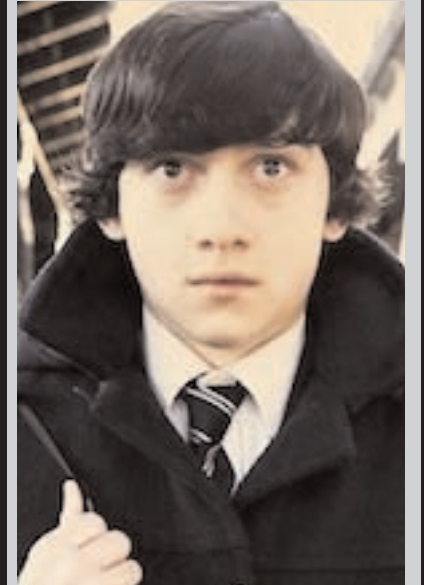
Lundi 16 septembre à 19h : Concert de l'orchestre « Pasdeloup » sous la direction du violoniste Patrice Fontanarosa.

Théâtre de Verdure



Jeudi 12 septembre à 19h : Blackout Festival, soirée animée par plusieurs DJ algériens et étrangers : Addict, Zakfreestyler, Starlight, JoeShow, Rafik, Nadj, Cutee B (Producteur officiel de Bob Sinclar) et Patrick Hagenaar (Resident Ministry Of Sound). Entrée : 1500DA.

Filmathèque Zinet



- Jeudi 12 septembre à 21h : Projection du film « Submarine » de Richard Ayoade, dans le cadre du ciné-club Chrysalide.
- Vendredi 13 septembre à 21h : « Turkish star wars » de Cetin Inanc.

Box 24

Samedi 14 septembre à 17h : Vernissage de l'exposition collective « Jiti l'zannaba » avec Bilel Ayad, Fouad Bouatba, Lamine Sakri, Ahmed Soukehal, Hachem Dhiadine, Mounir Gouri et Atef Berredjem.

Bureau de la LADDH

Exposition de photographies intitulée « Algérie 1998-2013 : les familles des disparus en images ».

Salle El-Mouggarr

Jusqu'au 14 septembre : « Camping à la ferme » de Jean-Pierre Sinapi.

Palais de la culture de Tlemcen

Jusqu'au 15 septembre : Festival Lire en fête.

Institut français d'Alger

Le 21 septembre à 14h30 : Conférence intitulée « Traduire Saint Augustin », animée par Frédéric Boyer, écrivain et traducteur.

Les Lettres du mont Koukou

Un pékinini à l'École normale

Par Nadir Bacha

Assis comme à son habitude, les derniers temps depuis une dizaine d'années, à l'ami Slimane répond à mon salut matinal en adjoignant, cette journée du dimanche, son sourire verdâtre, sollicitant une entrée en matière. Pour le combler, je dépoussière le haut du muret longeant sa propriété avant de mettre dessus ma serviette pour m'asseoir. Lui, il est dans sa petite chaise en bois de cèdre avec accoudoirs posé à même une peau de mouton, mais il ne s'adosse jamais parce que « même mort et enterré, le dos doit garder sa distance par rapport à la paroi sépulcrale ! » À l'ami Slimane a pratiquement, durant toute son existence active, travaillé debout, comme marmiton, ensuite comme aide-cuisinier, enfin cuisinier, et avant de prendre sa retraite comme chef dans une cantine d'entreprise, à son retour d'exil, qui coïncidait avec la restructuration des sociétés nationales où « le grade de chef cuisinier équivalait à la catégorie d'un chef de département ! »

Slimane venait de fêter ses seize ans au débarquement anglo-américain, en novembre 1942. Il bossait à cette époque comme coursier dans un entrepôt de tissus appartenant à une famille hébraïque originaire de la vallée du Rhône. Il était le garçon à tout faire, depuis le balayage dans l'environnement du grand magasin jusqu'à la récupération du courrier dans le centre de tri qui arrive « par kilos durant la semaine, sans compter les colis » qu'il mettait dans une cage porte-bagages derrière le vélo pour ramener le tout à la rue de la Lyre, dans la Basse Casbah. Et puis il y avait pour lui les mille courses dans la ville auprès des clients et des partenaires. « Beaucoup m'avaient conseillé de faire en parallèle une carrière sportive dans le cyclisme, il m'est arrivé de faire trois fois par jour la grimpe jusqu'à El Biar et parfois jusqu'à Ben Aknoun et là où nous sommes aussi, même plus loin vers la forêt de Baïnem, prendre la commande chez les éleveurs de porcs, que Dieu nous pardonne ! »

Pendant la journée du débarquement, un dimanche, lui en souvient-il, il était en repos et il a pris l'autocar de l'aube pour se rendre chez ses parents à Tadmaït, l'ex-Camp du Maréchal à l'époque, faire le tant attendu plein de couscous de la grand-mère, au déjeuner et au dîner et prendre avec tout le monde la galette du petit déjeuner de l'aurore le lendemain, avant de remettre au grand-père la semaine gagnée à Alger et saisir le premier départ pour le Bastion, sur le port. Slimane a perdu ses parents et toute sa fratrie, deux sœurs et un frère, dans une épidémie de typhus quand il avait à peine une année. Ce sont ses aïeux qui l'ont élevé avec les enfants d'un oncle, lui aussi parti travailler dans une lointaine ferme coloniale. A quatorze ans Slimane se sentait capable de quitter la maison et de partir à Alger, accompagner un grand cousin, installé au Frais vallon, et chercher du boulot dans la grande ville. Il travailla un moment dans les jardins La Princesse mais « les fleurs sont trop délicates » pour le caractère rugueux et par trop preste du petit Slimane, qui n'a jamais été face un pupitre et un tableau noir. « J'ai appris à lire et écrire par la force de ne pas me faire traiter en esclave par les pieds-noirs, plus tu sais déchiffrer un mot dans leur langue mieux ils te respectent et te font confiance ! »

C'est par pur hasard qu'il atterrit chez les vendeurs de tissus en allant livrer des bouquets de fleurs à l'Opéra (l'actuel Théâtre national) où il tombe sur une sorte de régisseur qui le prend en sympathie de la manière de le voir dégouté dans sa fonction



Pendant la journée du débarquement, un dimanche, lui en souvient-il, il était en repos et il a pris l'autocar de l'aube pour se rendre chez ses parents à Tadmaït, l'ex-camp du Maréchal à l'époque, faire le tant attendu plein de couscous de la grand-mère.

en relation avec les produits de jardin, il lui propose un métier équivalent dans un établissement textile tout proche dont il est apparenté. Ce qui tombait bien de gagner ses sous régulièrement en fin de semaine, son oncle avait été mobilisé depuis quelques mois pour la cause de la guerre contre les Allemands.

En se réveillant à l'aube dans le paisible quartier du Frais Vallon, Slimane entendit des coups de canon provenir de la direction de la mer, « même dans l'autocar qui était bondé on entendait les salves et il y avait des passagers qui racontent avoir vu de leurs balcons ou terrasses au loin dans la mer plein de lumières indiquant le passage de grands bateaux de guerre ! » Mais ce n'est que le lendemain, lundi, de retour de chez ses grands-parents, que Slimane se rendit compte qu'il s'agissait d'un débarquement américain venu libérer Alger des Allemands. Dans sa tête d'adolescent absorbé par son travail, qui n'avait pas le temps de se faire des amis pour discuter et échanger des idées, il croyait que l'Algérie allait passer par un nouveau cycle de colonisation, que les Américains, cette fois allaient prendre, à leur tour, le relais.

Dans les premières semaines qui ont suivi le débarquement, tout marchait bien dans les affaires de l'établissement, d'autant que ses patrons étaient heureux que le régime de Vichy « dangereux pour la communauté juive » allait tomber sous le contrôle de l'armée américaine. La clientèle augmenta mais la charge de Slimane aussi. « Ils ont ajouté un peu d'argent à ma semaine et ils m'ont changé de vélo, plus grand et plus solide, bien sûr avec une cage beaucoup plus volumineuse à l'arrière ! » Quelques semaines plus tard, avec le nouveau « standard », il est chargé de présenter une série d'échantillons à un fabricant de vêtements à El Biar avant de continuer beaucoup plus haut vers la Bouzaréah – c'est ainsi qu'on

appelait le Massif à l'époque des pieds-noirs – ramener des documents comptables du site de l'École normale, dans les environs d'Air de France, aujourd'hui Rostomia. Arrivé devant l'entrée de l'école, Slimane est apostrophé par des soldats américains, fusil à l'épaule – j'interrompt respectueusement à l'ami Slimane pour lui demander si les soldats yankees ne l'avaient-ils pas appelé « pékinini », terme employé à cette époque précise du débarquement américain sur les côtes algériennes, par les soldats libérateurs pour désigner les autochtones et qui signifiait, dans le passé esclavagiste dans le Sud des Etats-Unis, le petit enfant noir dans les grandes plantations de coton, et mon vénérable compagnon de la causerie matinale dit « ce ne sont pas les soldats qui m'ont appelé ainsi mais un officier à l'intérieur de l'enceinte ! »

Qui lui dit de revenir lorsque le dernier « Kraut » sera fait prisonnier, traduit par un employé de l'institution scolaire laissé sur les lieux parmi le régiment de Marines qui a décidé de s'y installer, et que « Kraut » voulait dire soldat allemand.

« Je ne suis jamais revenu bredouille d'une mission et je ne me sentais pas revenir à la rue de La Lyre sans les documents demandés par mes patrons et je me suis mis à entreprendre avec toutes mes forces et mon intelligence le pied-noir pour qu'il aille fouiller dans les papiers de l'administration. Je lui colle aux fesses dès que l'officier américain a le dos tourné ; je le suis partout dans l'établissement et par le hasard de la chance il est appelé par un responsable de l'école qui vient d'arriver accompagné d'un gros bonhomme dont j'ai appris sur le point de quitter les lieux, la fameuse paperasse en main, qu'il était un cuisinier ramené pour faire à manger aux Américains. » Mais il s'est trouvé que le cuisot avait besoin d'une main-d'œuvre à mi-temps pour l'entretien des cuisines et des denrées alimentaires. Slimane ne rate pas l'occasion de gagner des sous à partir de la fermeture de l'entrepôt jusqu'à très tard dans la soirée et ce pendant deux bonnes années au moment où les Américains quittent les lieux pour laisser la place au retour des normaliens. Seulement Slimane a entre-temps pris goût à la manœuvre dans la cuisine, et à la libération définitive, en 1945 il arrive à se faire recruter comme aide-cuisinier à l'École normale, jusqu'en 1950 où il décide de traverser la mer pour aller tenter sa chance en métropole dans le métier de la gastronomie.

Marseille pour une année dans une auberge appartenant à un couple corse où il a un peu flashé sur une héritière, puis le sérieux appliqué à Paris dans les restaurants et les cantines. Il fait attention pour ne pas se faire coffrer en tant membre de la Fédération de France, dans le XVIII^e arrondissement, pendant qu'il revient au Camp du Maréchal prendre épouse, qui lui donnera cinq enfants, quatre filles et un garçon, l'enrichissant de vingt-trois petits-enfants. Il vit aujourd'hui avec sa vieille moitié et la famille de l'une des filles dont le mari a fait un agrandissement de la maison squattée par à l'ami Slimane « dans un simple aller-retour Paris-Marseille-Alger. » Je lui demande si ça ne le dérange pas que je mette ceci dans un récit, il ne trouve pas d'inconvénient à la condition que j'évite des précisions susceptibles de le mettre en cible chaque jour que Dieu fait, assis comme à son habitude... Je ne lui dis pas que je vais justement ce matin du 8 septembre droit vers ce mémorable lieu occupé jadis par l'armée des alliés, l'état-major de l'amiral Henry Kent Hewitt, dans le sein duquel, paraît-il, il avait été élaboré le débarquement en Provence et en Sicile. Qui reçoit Mouloud Feraoum pour trois années, de 1932 à 1935 et... moi-même en 1979, dans la classe de monsieur Atatfa qui possède l'extraordinaire magistère de placer la linguistique au même titre de l'importance intellectuelle que les mathématiques. Mais je vais donc dans cette enceinte créée, jour pour jour il y a 130 années, essayer de convaincre un responsable de voir comment accepter une bachelière qui a obtenu son diplôme il y a quelques années avec une moyenne qui dépasse de loin les critères de qualification pour la formation de professeur de français dans l'enseignement secondaire. Le règlement stipule qu'il faut, pour ce faire, que le baccalauréat doit obligatoirement être de l'année en cours. Je dois mettre en exergue que la fille a été malade durant les années qui ont succédé à l'obtention de son diplôme et qu'elle n'a pas tellement été à la fac dans la filière où elle se fut inscrite. En tout cas j'éviterais de voir monsieur Atatfa pour cela, l'administration en Algérie possède un rapport très approximatif avec la linguistique, encore moins avec le structuralisme. Par contre je ferai un saut dans les cuisines afin de reprendre la conversation avec à l'ami Slimane, assis comme à son habitude...

N. B.